CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? (page 3)

■ La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital (page 11)

■ Les «théories» social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936] (page 30)

■ Le processus des faillites d'entreprises avec la crise (page 44)

■ Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français (page 52)

■ La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation (page 54)

AOÛT 2020

5

Le cinquième numéro de Crise se produit alors que, malgré le déconfinement, le capitalisme n'est toujours parvenu à se relancer convenablement, confirmant par là l'évaluation faite de la situation historique comme seconde crise générale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de dix semaines après le déconfinement, la production mondiale n'est qu'à 75 % de ce qu'elle était avant l'irruption du Covid-19.

À la fin juillet 2020, la production mondiale d'acier reste même inférieure de moitié. Cela implique que non seulement l'élan capitaliste est cassé en général, mais également qu'est encore au ralenti la production capitaliste qui produit des matières incontournables pour l'appareil productif. Cela affaiblit d'autant l'expansion capitaliste des prochaines années.

L'appareil productif capitaliste voit tout son tissu se déchirer, toute sa structuration être bouleversée, le sol se dérobe sous ses pieds.

ÉDITORIAL

Il est qui plus est nécessaire de bien prendre en compte que le Covid-19 n'a pas disparu et, il faut le souligner, les conditions objectives de son apparition n'ont pas disparu non plus. La contradiction villes-campagnes est explosive comme auparavant et elle est un aspect essentiel de la crise générale du capitalisme. L'ampleur de celle-ci est telle qu'elle touche tous les aspects et que les spasmes se produisent dans tous les domaines. La crise est morale, économique, culturelle, militaire, politique…

La nature et la fonction de Crise est de fournir les données et les analyses pour appréhender cela de manière adéquate, afin de permettre à l'activité communiste d'être correctement calibré dans ses interventions.

Nous encourageons à suivre les sites :

centremlm.be

materialisme-dialectique.com

Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ?

Les capitalistes raisonnent de manière pragmatique ; étant donné qu'à leurs yeux, somme toute, rien n'a fondamentalement changé, alors selon eux rien ne s'est passé et, de toutes façons, rien ne peut vraiment changer. Il suffit pourtant de porter son attention sur le CAC40, la bourse française avec les 40 poids lourds, pour le constater. Le 20 juillet 2020, l'indice du CAC40 s'élevait à 5.091,89 points, le 30 à 4.852,38 points. Si l'on regarde bien, cela signifie que, depuis le 24 janvier 2020, il a perdu environ 950 points. N'importe qui se dirait qu'on parle là d'environ le cinquième de l'indice et que c'est très mauvais signe, ou du moins un signe d'une crise réelle. Les capitalistes n'ont cependant pas cette perception, car ils sont isolés. Ils vivent séparément les uns des autres, même s'ils forment une classe, la bourgeoisie. L'échec du voisin n'est pas remarqué, ce qui compte c'est sa propre capacité à être un capitaliste. Ils n'ont pas de perception objective, au contraire de la classe ouvrière.

Cette conception se retrouve chez les économistes. Prenons par exemple *Alternatives économiques,* une revue incontournable pour les professeurs de Sciences Économiques et Sociales qui le conseillent systématiquement à leurs élèves chaque année, quand ils ne fournissent pas directement des bulletins d'abonnement. Cette revue se veut engagée à gauche, voire même la revue porte-parole des thèses économiques du point de vue de gauche, en mode « sérieux » et incontournable. Le numéro spécial de juillet est consacré à… « Ces femmes qui ont transformé l'économie ». Ce décalage avec la réalité de la crise est significatif.Ce n'est même pas une actualité et il serait possible de parler d'autres choses… et comme par hasard de la redynamisation du capitalisme. « Elles sont économistes, syndicalistes ou cheffes d'entreprise. Toutes ont influencé leur époque, mais elles n'ont pas été retenues dans les livres d'histoire. @AlterEco leur consacre un numéro spécial, disponible en kiosques ou sur notre site. »

Des usines ne tournant encore qu'à 70 % fin juillet 2020

Ce choix indique bien qu'il n'y a aucune sensation d'urgence, pas de tension dramatique, rien de tout cela. C'est là en fin de compte le point de vue de la plupart des économistes : il y a une situation notable, mais rien de dramatique. Si l'on regarde pourtant les usines françaises à la fin juillet 2020, on s'aperçoit qu'elles tournent à 70 % de leur niveau avant l'irruption du Covid-19. Ne serait-ce pas là quelque chose de suffisant pour interpeller les économistes ?

En réalité, ce chiffre à lui tout seul explique pourquoi les capitalistes et les économistes sont incapables de comprendre la nature de la seconde crise générale du capitalisme. Pour eux, le capitalisme est une économie. Cette économie se déroule de manière linéaire et circulaire : elle va en ligne droite par la croissance et elle s'appuie sur son propre développement. Il n'y a pas le concept d'exploitation ni la compréhension de la nature des cycles capitalistes en rapport avec cette exploitation. De cela découle que pour les capitalistes et les économistes, le capitalisme peut avoir des soucis, il peut ralentir, voire être sur pause, mais il ne peut pas se retourner en son contraire.



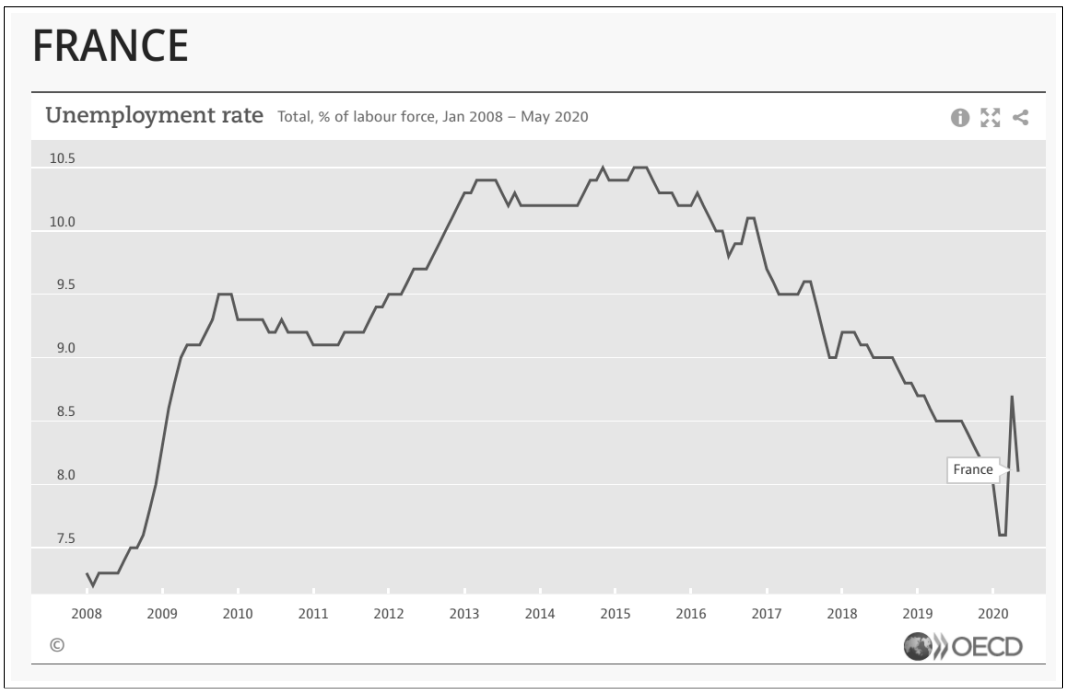
Même des revues comme *Alternatives économiques* ou *Le Monde diplomatique* ne visent qu'à aménager le capitalisme, au sens où pour elles le grand souci c'est la répartition des richesses, ce qui va jusqu'à la question de l'héritage, du patrimoine. Outre que cela est platement « social », il n'y a aucune saisie du processus capitaliste en tant que tel. Le capitalisme ne s'appuie pas que sur le « capital » : il est un mode de production entièrement fondé là-dessus. Or, des usines qui tournant à 70 % plusieurs semaines après le pic de la crise sanitaire, cela signifie que les cycles de production et de vente des marchandises sont enrayés. Il y aurait dû y avoir une poussée en avant pour rattraper le temps perdu et, en réalité, le capitalisme a reculé. Cette notion de recul du capitalisme doit être comprise de manière dialectique. Il ne faut pas avoir le réflexe d'assimiler la crise du capitalisme à une baisse de la production.

Au contraire, la crise du capitalisme, lorsqu'elle est générale, implique une fuite en avant dans le capitalisme, avec encore plus de production capitaliste, encore plus de prolétaires, encore plus d'exploitation.

Le tissu capitaliste est déchiré

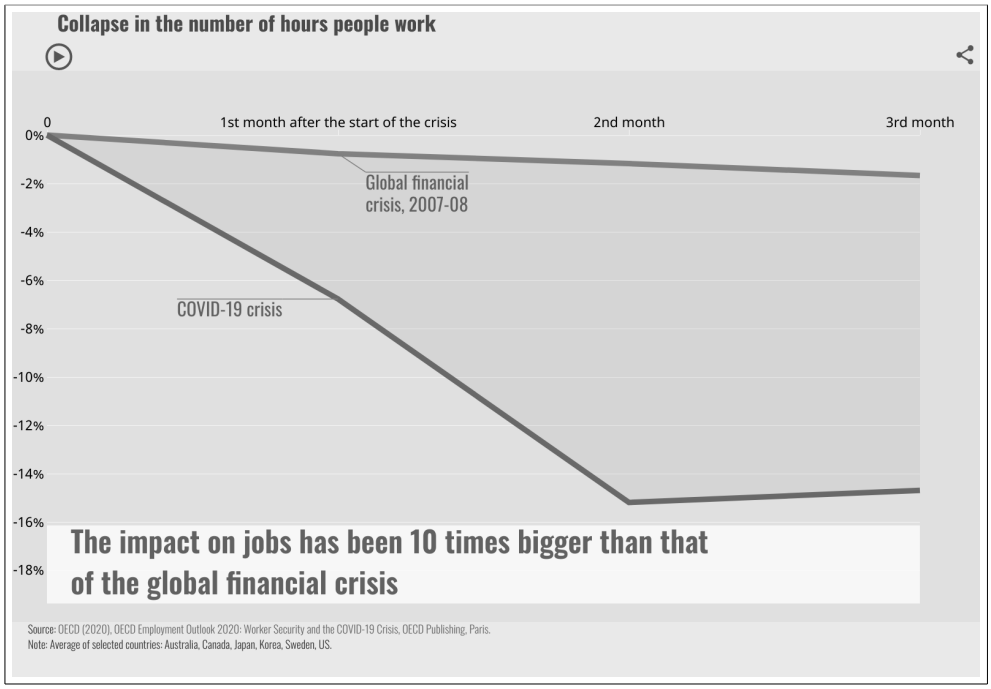
La question de l'emploi ne doit être pas saisie abstraitement comme chez les économistes. Elle ne peut être que posée que dans sa substance, relevant de l'exploitation capitaliste. C'est le travail salarié qui produit la valeur et les capitalistes vivent de la plus-value extorquée. Lorsque la crise du capitalisme intervient, il y a un profond dérèglement dans la production, tout le rapport à la valeur est chamboulé. En effet, les marchandises sont écoulées sur le marché mondial et, subitement, les prix sont bouleversés, les circuits de distribution sont modifiés voire coupés, les approvisionnements changés ou bloqués. Il suffit de s'imaginer comment la première guerre mondiale a modifié toute la donne productive et comment la révolution d'Octobre 1917 a soulevé les masses mondiales pour saisir comment le panorama a alors changé.

Avec le Covid-19, il en va de même ; les capitalistes se retrouvent avec des salariés qu'ils exploitent, mais les cycles traditionnels de production et de distribution sont bouleversés. Le premier réflexe est de licencier. On le voit en France avec une subite poussée du chômage, pourtant freinée en théorie de manière massive par le chômage partiel étatique.



Comme il y a donc eu l'intervention étatique française de chômage partiel, pour parer à des licenciements massifs – qui auraient cela dit purgé les entreprises capitalistes, leur permettant de mieux cerner la situation – il faut regarder un autre indicateur. L'OCDE a en effet cherché à évaluer, pour toute une série de pays capitalistes, quel a été l'effondrement du nombre d'heures travaillés. On a ici un aperçu plus net du « recul » de l'activité.

Sur le graphique, on a également l'impact pour la même question de la crise financière de 2007, que certains présentent comme le déclenchement de la crise du capitalisme, et encore uniquement pour réfuter que celle de 2020 est bien la seconde crise générale du capitalisme. La différence est tout à fait claire.



Ce qu'il faut comprendre, c'est que la crise générale du capitalisme déchire littéralement le tissu capitaliste. La récession modifie de manière quantitative certains aspects, change en profondeur certains secteurs. La crise générale du capitalisme provoque quant à elle une désorganisation générale de la production et de la consommation. C'est le principe du mode de production, qui n'est pas une « économie ». Tous les aspects de la vie sont concernés et d'ailleurs le Covid-19 est lui-même produit par la systématisation, l'expansion du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, avec un caractère explosif donné à la contradiction villes-campagnes.

Comment il faut comprendre le « recul » du PIB

La question de la déchirure du tissu capitaliste se lit, forcément, dans le « recul » du PIB. L'INSEE, la centrale de données statistiques de l'État bourgeois français, a à ce sujet fourni ses analyses pour le second trimestre de l'année 2020. Selon elle, le PIB français, en comparaison au second trimestre 2019, a reculé de 19,0 %. Cela signifie qu'au lieu de connaître une expansion, l'activité capitaliste en France au niveau national a reculé de pratiquement d'un quart. Cette évolution s'ajoute bien entendu à celle du premier trimestre, marqué par un recul de 5,9 %.

Cela signifie que non seulement le capital n'a pas pu connaître ses cycles d'accumulation, du moins en partie, mais qu'en plus il y a un recul de ces cycles. Or, ce recul va se répercuter, d'abord en cherchant à rattraper le temps perdu, quitte à forcer dans la concurrence et l'exploitation des travailleurs... Ensuite en provoquant des déséquilibres dans les cycles, dans les rapports entre les entreprises.

Voici quel est le panorama de cette rupture dans les cycles selon l'INSEE.

Tableau 1

BIENS ET SERVICES : EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS
AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE CHAINES

variations t/t-1 (en %), données CVS-CJO

	2018				2019				2020					
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019
PIB	0,1	0,2	0,4	0,7	0,5	0,2	0,2	-0,2	-5,9	-13,8			1,8	1,5
Importations	0,2	0,9	-0,2	1,4	1,2	0,1	0,6	-0,7	-5,5	-17,3			3,1	2,6
Dépenses de consommation des ménages	0,3	-0,3	0,3	0,4	0,6	0,3	0,4	0,3	-5,8	-11,0			0,8	1,5
Dépenses de consommation des APU	0,0	0,3	0,1	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	-3,5	-8,0			0,9	1,7
FBCF totale	0,2	0,8	0,9	1,0	1,1	1,4	1,2	0,2	-10,3	-17,8			3,2	4,3
dont ENF	0,2	1,0	1,0	0,8	0,9	1,1	1,2	0,1	-8,9	-16,0			3,8	3,7
Ménages	0,2	0,2	0,2	0,0	0,3	1,2	0,8	0,4	-13,4	-20,4			1,5	1,8
APU	0,6	1,2	1,3	2,6	2,4	2,0	1,3	0,2	-10,9	-20,4			3,3	7,7
Exportations	-0,1	0,5	0,9	2,0	0,5	-0,5	-0,5	-0,8	-6,1	-25,5			4,6	1,8
Demande intérieure totale	0,2	0,3	0,0	0,4	0,8	0,4	0,5	-0,2	-5,8	-11,3			1,4	1,8
Contributions :														
Demande intérieure finale hors stocks*	0,2	0,1	0,4	0,6	0,7	0,6	0,6	0,3	-6,4	-12,0			1,4	2,2
Variations de stocks *	0,0	0,2	-0,4	-0,1	0,1	-0,2	-0,1	-0,5	0,6	0,6			0,0	-0,4
Commerce extérieur	-0,1	-0,1	0,3	0,2	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	-0,1	-2,3			0,4	-0,3

* Les stocks sont y compris acquisitions nettes d'objets de valeur

Les APU, ce sont les administrations publiques et ENF désigne les entreprises non financières. FBCF signifie formation brute de capital fixe : animaux, plantations, biens d'équipement, logements, bâtiments, etc.

Au sens strict, on peut se contenter d'ailleurs de regarder la FBCF, ainsi que les exportations et les importations pour comprendre l'ampleur du désastre. Un quart d'exportations en moins sur un trimestre, c'est autant d'espace conquis en moins pour le capitalisme. Nombre de commandes ne seront en effet pas récupérées, mais bien perdues. Qui plus, alors que la situation dure, les importateurs vont chercher d'autres voies que la France. Cela ne touchera bien entendu pas le luxe pour les couches les plus aisées, mais tout n'est pas irremplaçable dans le capitalisme, loin de là. Tout cela bouleverse la vie des entreprises.



Aspect contradictoire de ce phénomènes, les importations ont d'ailleurs moins reculé en France, signifiant un besoin, coûte que coûte, de se tourner vers le marché extérieur pour se procurer des matières premières et des produits. On voit là une faiblesse française. La France est imbriquée dans le commerce international, mais on se passe plus aisément d'elle que l'inverse.

Le recul de la FBCF de 17 % va avec cette contradiction exportation / importation. Un capitalisme conquérant ne peut pas se passer de la FBCF : il suffit de regarder l'étalement urbain pour le constater. Ici la cassure est brutale au second trimestre et au même au premier, puisqu'on a déjà un recul de 10 %. C'est de très mauvaise augure pour la suite du capitalisme français, car il va y avoir le besoin de toute une réorganisation des investissements prévus, voire leur annulation, leur passage dans le capitalisme financier, etc. Ces investissements avaient été qui plus est nécessaires, leur non-réalisation bloque le développement prévu, désorganise la production, etc. etc.

L'Italie est un pays qui a connu un processus tout à fait similaire, de la même ampleur. Son « économie » se retrouve au niveau de 1993. Ce n'est pas une récession, mais une déchirure complète au sein de l'appareil productif capitaliste.

Contraction, « recul » du PIB et récession

L'INSEE, bien entendu, se contente de regarder ce qui tourne directement, son but n'étant pas de comprendre les cycles capitalistes dans leur prolongement éventuellement bloqué ou bouleversé. Elle dit ainsi au sujet du second trimestre :

> « La production totale de biens et services baisse fortement (–14,2 % après –5,5 %). La contraction est particulièrement forte dans la construction (–24,1 % après –12,8 %), mais la production de biens chute également (–16,8 % après –5,6 %) et la production de services marchands baisse aussi nettement (–13,4 % après –5,0 %).
>
> La production totale de biens et services baisse fortement (–14,2 % après –5,5 %). La contraction est particulièrement forte dans la construction (–24,1 % après –12,8 %), mais la production de biens chute également (–16,8 % après –5,6 %) et la production de services marchands baisse aussi nettement (–13,4 % après –5,0 %). »

C'est là un portrait tout à fait « neutre ». À suivre une telle analyse, le capitalisme connaîtrait donc finalement seulement une récession, comme il en a déjà connu. Il y a une crise sanitaire, mais il n'y aurait nullement une crise économique au sens strict et encore moins une *crise générale*. Pour la Banque d'affaires Lazard, la situation est ainsi celle d'une récession, avec ainsi une activité de sa part dans les opérations de restructurations qui vont monter autour de 40 %, aux dépens des opérations de fusions-acquisitions. Cela s'arrête là. Cela tranche fondamentalement avec les larges masses qui, elles, ont compris intérieurement que c'était la fin d'une époque.



Les masses portent en effet le capitalisme ; c'est leur exploitation qui permet au capitalisme de se développer, au capital de s'accumuler. Le vécu des masses par rapport à la crise est ainsi, même s'il manque d'envergure, bien plus juste que celui des capitalistes. Les masses connaissent leur propre nature de force de travail.

Les masses ne réduisent pas leur vie à la perspective restructuration du capitalisme ou bien fusions-acquisitions, avec des récessions entre ces deux phénomènes. Elles vivent dans et par le mode de production capitaliste. Leur existence est entièrement façonnée par le mode de production capitaliste. Et elles sentent leur existence menacée. Les masses voient bien que le tissu productif est ébranlé, que la manière de produire afin de satisfaire les besoins de l'existence, de s'épanouir… est profondément troublée. Cette sensation subjective porte en elle une réalité tout à fait objective. Elle est un aspect de la crise générale, du changement fondamental d'époque qui est en cours.



Au-delà de toute considération abstraite, on a là une réponse essentielle à pourquoi les capitalistes ne voient qu'une récession là où les masses ressentent une crise générale. Les capitalistes n'ont pas de rapport avec la réalité autre qu'aliénée, comme vecteurs du capital. Les masses portent aussi le capital, mais de manière contradictoire.

Elles ne saisissent pas le mouvement du capitalisme en termes de contraction ou de récession, mais en tant que perspective. Elles portent l'humanité dans son rapport au mode de production. Ce qu'elles portent subjectivement colle à ce qui est objectif, de par la situation historique où elles portent la transformation du monde.



C'est là un point essentiel. Seules les masses, dans leur positionnement historique adéquat, et a fortiori les communistes qui sont leur avant-garde, peuvent saisir la crise générale du capitalisme. Les capitalistes sont eux enfermés dans le mode de production capitaliste et c'est valable pour tous ceux qui sont dans leur camp. Pour eux, la crise n'est jamais qu'une récession. Elle est un trouble, elle est une perturbation, mais pas un dérèglement dans le tissu même de l'appareil productif. Ils ne voient pas la crise générale, car elle porte le remplacement du capitalisme par le socialisme. ■

La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital

La bourgeoisie dispose de nombreux moyens et agit énormément pour appuyer le capitalisme. La monnaie est l'un des principaux outils à sa disposition, au moyen des banques centrales menant une « politique monétaire ». En ce qui concerne la France, ce rôle est dévolu à la Banque centrale européenne (BCE), qui ne cesse d'intervenir massivement depuis ce qui est considéré comme la grande crise de 2007/2008 concernant le système financier.

Le rôle de la Banque centrale européenne

La Banque centrale européenne (BCE) est une institution majeure de l'Union européenne, c'est elle qui a la responsabilité de l'euro. On pense souvent que son rôle consiste à imprimer des billets de banque et à frapper des pièces. En réalité, cette fonction, qu'elle délègue d'ailleurs à chaque pays utilisant l'euro comme monnaie, est relativement secondaire. Les billets et les pièces, la monnaie dite fiduciaire, représentent moins de 10 % de la monnaie existante.



L'essentielle de la monnaie est dite scripturale, consistant en un jeu d'écriture comptable auprès des banques commerciales. C'est une méthode bien plus simple et rapide que l'échange de main à main de billets et de pièces. Cela signifie que quand un compte est débité d'un côté, il est crédité de l'autre au moyen d'une écriture informatique. Au lieu d'avoir un morceau de papier ou de métal, on a une donnée gravée sur un disque dur d'un serveur d'une banque.

Ainsi, quand une personne dont le compte est domicilié dans une banque A fait un virement à une autre personne dont le compte est domicilié dans une banque B, il y a simplement une information échangée puis retranscrite informatiquement. Les banques n'ont pas besoin de s'échanger de billets ou de pièces, ni d'or, ni rien du tout de ce genre.

Par contre, pour que cela fonctionne, les banques doivent inscrire cet échange auprès de la banque centrale correspondant à la monnaie échangée. Si les banques A et B échangent de l'euro, elles doivent disposer chacune d'un compte à la Banque centrale européenne afin d'y retranscrire les échanges qu'elles se font en euro. Là encore, il s'agit d'une simple écriture informatique.

La BCE, comme n'importe quelle banque centrale (la FED pour le dollar, la Bank of England pour la livre sterling, etc.), est ainsi la banque des banques (d'où le nom historiquement de banque centrale). Cela signifie que les banques commerciales doivent régulièrement emprunter auprès de la banque centrale, qui en retour doit tout faire pour garantir la valeur de la monnaie empruntée.



Cela implique ensuite deux choses, directement liées :

1/ la BCE tente de contrôler la quantité de monnaie en circulation ;

2/ la BCE décide du taux de crédit auquel elle accorde la monnaie euro aux banques commerciales.

Dans le premier cas, on parle de « planche à billet », c'est-à-dire d'émission de monnaie (papier ou informatique), bien que cela soit réducteur de le présenter ainsi.

Dans le second cas, on parle de taux directeurs, qui déterminent la facilité avec laquelle les banques commerciales peuvent emprunter de la monnaie et la prêter ensuite à leurs clients.

Dans les deux cas, ce sont des outils dont la BCE dispose afin de réaliser son mandat institutionnel.

Ce mandat est de maintenir la stabilité des prix (article 127 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et est déterminé par une politique monétaire. En l'occurrence, cette politique consiste à maintenir une inflation des prix en euro à un taux proche de 2 %.

La conception moderne et anti-matérialiste de la monnaie

Il faut bien saisir ici une chose très importante : la bourgeoisie réfute le matérialiste dialectique et par conséquent la loi de la valeur décrite par Karl Marx dans Le Capital. Cette loi signifie que la monnaie consiste en la valeur elle-même, tout en n'étant qu'une expression de la valeur et un outil pour la faire circuler. Dit autrement, pour Karl Marx, ce qui compte c'est le travail d'un côté, le capital de l'autre, l'argent n'étant qu'un moyen exprimant le travail et utilisé par le capital.



La bourgeoisie perçoit que l'argent n'est qu'un moyen, ou un outil. Mais elle croit, au sens littéralement d'une croyance, que la monnaie a sa propre indépendance, qu'elle peut exister par elle-même, sans avoir de rapport avec la valeur des marchandises (donc sans saisir le rapport avec le travail et le capital).

C'est la raison pour laquelle il est parlé de politique monétaire, avec l'idée que la BCE a un rôle à jouer en tant que tel, en tant qu'acteur économique, pour ainsi dire. Dans ses documents, l'institution théorise cela en parlant de « pensée économique moderne ».

C'est dans ce cadre qu'est établie la notion d'une inflation à 2 % et c'est en raison de cet objectif que la BCE joue sur les taux directeurs, comme l'un des principaux leviers de sa politique monétaire.

Le raisonnement part du principe qu'il y aurait deux situations où une intervention est nécessaire : une marquée par une activité économique forte, l'autre caractérisée au contraire par un ralentissement.

En cas de forte activité économique (selon la conception bourgeoise), il faudrait pratiquer des taux directeurs élevés, afin que les banques commerciales aient du mal à se procurer de l'euro, et donc à le prêter, ce qui permettrait de contenir l'inflation.

En cas de ralentissement de l'activité économique (toujours selon la conception bourgeoise), il faudrait pratiquer des taux directeurs bas (voire négatifs), afin que les banques commerciales puissent facilement se procurer de l'euro, et donc le prêter, ce qui empêcherait la baisse des prix dévaluant la monnaie.



L'idée, très subtile, est que si les banques ont accès facilement à l'euro, alors elles prêtent facilement à leurs clients (entreprises ou particuliers), qui en retour dépensent leur argent et donc maintiennent une pression sur les prix. Inversement, si l'euro est « rare », alors la pression sur les prix est censée être moindre.

Il y a au cœur de cette conception l'idée que ce serait la « loi » dite de l'offre et de la demande qui fixe le prix des marchandises. C'est une conception erronée, n'exprimant la réalité que de manière partielle et tout à fait secondaire, niant la centralité du travail dans la valeur des marchandises.

Les conséquences de la crise de 2007/2008 pour la BCE

En raison de cette conception bourgeoise de la « loi » dite de l'offre et de la demande, une attention particulière et disproportionnée est donnée aux marchés financiers. Ceux-ci ne sont pourtant qu'un moyen de circulation du capital.

Les marchés financiers sont secondaires dans la structure même du capitalisme, ne reflétant que de manière déformée les valeurs en circulation. Ils ne représentent qu'une superstructure du capitalisme, mais aucunement sa base. Ce qui compte véritablement pour la production de richesses, c'est la dialectique accumulation du capital / exploitation du travail.

Comprendre cela est impossible sans le matérialisme dialectique et c'est la raison pour laquelle la crise financière de 2007/2008 a été saisie de manière erronée par la bourgeoisie, y compris par un nombre incalculable de prétendus marxistes ne connaissant rien au matérialisme dialectique. Il a ainsi été prétendu qu'il s'agissait d'une « grande récession », cela aurait été un drame absolu comme jamais depuis 1929 ; tout a été dit et considéré depuis 12 ans par rapport à cette crise.

La crise de 2007/2008 n'est pourtant qu'une expression partielle - significative, mais nullement d'une ampleur fondamentale - de la crise de surproduction de capital, dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. Du capital a été investi n'importe comment, notamment dans des prêts bancaires intenables, aboutissant à une bulle spéculative telle qu'elle a fini par exploser.



Ce qui compte néanmoins, ce ne sont pas ces crédits « pourris », comme les fameux subprimes américains, mais la raison pour laquelle ils ont été délivrés. Et cette raison n'est autre que l'existence d'une masse immense de capitaux ne trouvant pas le moyen d'être investie.

Cela n'avait rien de nouveau en 2007 et cela n'a pas disparu depuis, bien au contraire. Néanmoins, des moyens immenses sont mobilisés pour contourner techniquement cette réalité de la surproduction de capital, qui n'est pas comprise en tant que telle.

La création monétaire favorise les dettes publiques (et inversement)

La crise de 2007/2008 est considérée, de ce point de vue technique, comme une crise de liquidités. Le problème serait qu'il n'y a pas assez de monnaie en circulation à tel moment, ou au contraire trop de monnaie en circulation à tel autre moment. Ainsi, dès le mois d'août 2007, il a été considéré que les grandes banques ne disposaient pas assez de ressources en raison de difficultés récurrentes.

Pour éviter selon elle une crise du système financier mondial, la Banque centrale européenne et la banque centrale américaine (la FED) ont produit massivement de la liquidité, c'est-à-dire de la monnaie directement utilisable. Le 9 août 2007, ce sont près de 95 milliards d'euros qui sont « injectés » dans le système en un seul jour par la BCE, un record historique.



En réalité, cela ne change rien à la nature du problème. Cette abondance de monnaie n'a pas permis au capital superflu de mieux se placer, en servant l'investissement capitaliste. Elle s'est retrouvée massivement dans la sphère de la spéculation.

En Europe, cette masse de monnaie utilisable, de liquidités, a notamment permis au capital excédentaire de se « débloquer » en étant « investie » dans la dette des États. Seulement, ce n'est pas là réellement de l'investissement (au sens capitaliste du terme), mais de la spéculation au moyen du crédit (il s'agit plus précisément d'obligations, mais cela revient strictement au même).



Le problème est le suivant : les États s'endettent facilement en raison de l'action monétaire de la BCE, mais à un moment cette dette ne correspond plus aux richesses réelles du pays.

On a exactement le même phénomène qu'avec les hypothèques immobilières « pourries » aux États-Unis en 2007. Il suffit qu'un acteur s'en rende compte et veuille se débarrasser de ces créances douteuses (il existe tout un marché des créances) pour que la machine s'emballe.

C'est ce qui s'est produit dès 2010 pour la Grèce (qui s'est littéralement effondrée), avec un immense risque alors pour l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, ainsi qu'un risque élevé pour l'Italie et la France.

Dans la foulée de cette nouvelle crise, en mai 2010, la BCE a rapidement réagi en ajoutant à nouveau de la liquidité dans le système (la FED en a d'ailleurs fait de même, considérant que le dollar était impacté par la crise européenne). Le problème est cependant le même qu'en 2007/2008 : cela ne change rien à la nature du problème, qui est la surproduction de capital.



Toute cette monnaie ne fait qu'alimenter de nouvelles bulles spéculatives, permettant des « rendements » artificiels aux capitaux, jusqu'au moment où une nouvelle bulle explose. La BCE, consciente de ce problème de la spéculation, cherche donc des moyens pour diriger la monnaie vers ce qu'elle appelle l'économie réelle, c'est-à-dire les investissements capitalistes pour la production de marchandises et de moyens de production.

Cela a abouti à partir de 2015 à un vaste programme d'assouplissement quantitatif, ou quantitative easing (QE) par la BCE. Là encore, il s'agit de jouer avec la monnaie, en espérant contourner les problèmes. C'est technique, mais très simple à comprendre : pour éviter un effondrement du marché de la dette, la BCE « achète » elle-même de la dette des États européens (ou de grandes entreprises).



Elle ne le fait pas directement, car elle n'a pas le droit de le faire, mais indirectement, sur le marché dit secondaire. Il faut insister ici sur le terme d'« achat », qui est mis entre parenthèse : la BCE n'achète pas au sens strict cette dette, mais ne fait que garantir sa valeur en la monétisant artificiellement.

C'est, pour le dire autrement, un moyen de créer de monnaie, avec l'idée que celle-ci ira enfin servir à l'investissement capitaliste. L'idée étant (en partie) qu'en se plaçant comme « acheteuse », la BCE fait monter les prix des obligations d'État et dirige les capitaux ailleurs, vers l'investissement capitaliste.

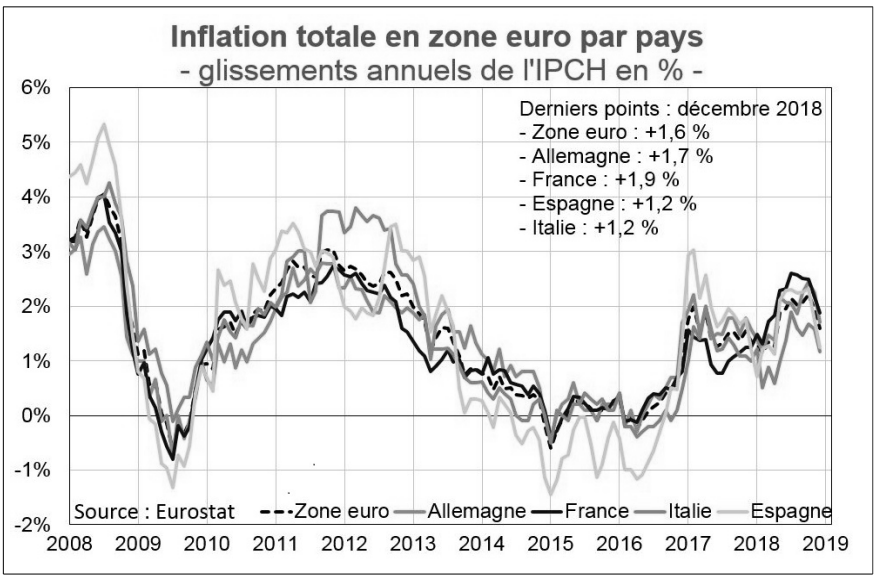
En réalité, cette politique a surtout pour conséquence d'injecter des quantités immenses de monnaie dans l'économie, sans que cela aille dans les investissements. Outre le fait qu'elle ne résout rien au problème de la surproduction de capital, cette politique monétaire directement issue de l'incompréhension de la crise de 2007/2008 pose un problème majeur : il est très difficile d'en sortir.



Le programme d'assouplissement quantitatif agit en effet comme une sorte d'anesthésiant des problèmes économiques structurels du capitalisme, les masses immenses de monnaie en circulation masquant en apparence la surproduction de capital. En sortir reviendrait à mettre à nouveau le problème sur la table – problème qui n'est pas compris en tant que tel rappelons-le – et donc la BCE n'en sort jamais, malgré parfois des annonces prétendant le contraire.

La valeur de la monnaie

Une conséquence évidente de cette politique monétaire est la tendance à la dévaluation de la monnaie. Or, le principal mandat de la BCE est de garantir la valeur de l'euro, avec la considération qu'il faut pour cela une inflation de 2 %. Celle-ci n'a pas été atteinte ou seulement difficilement ces dernières années.



On en revient donc à la politique monétaire expliquée auparavant. Pour maintenir l'inflation, la BCE a alors recours à sa politique de taux directeurs bas, ce qui fonctionne relativement à court terme, mais ne fait à moyen terme que contribuer au problème en injectant toujours plus de monnaie dans l'économie. Cela produit alors un décalage immense entre la masse des valeurs existantes, et leur équivalent monétaire…



La principale expression de ce décalage est l'existence d'une dette immense, incommensurable, tant de la part des États que des grandes entreprises, cause d'une instabilité très grande.

C'est cela qui fait dire en juillet 2019 à une personnalité aussi importante que Jacques de Larosière le propos suivant. Il a été directeur du Trésor de 1974 à 1978, directeur général du Fonds monétaire international de 1978 à 1987, gouverneur de la Banque de France de 1987 à 1993, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de 1993 à 1998). Il dit que :

> « Nous sommes entrés dans une ère où la dette dirige notre économie, passant d'une économie où le crédit permettait de nourrir l'activité réelle à une économie où c'est l'accès à la liquidité qui gouverne le monde.
>
> Si, dans une certaine mesure, l'endettement peut financer la croissance, la fin de Bretton Woods [accords encadrant le système financier mondial en 1944] équivaut a beaucoup d'inconvénients. Quand on est trop endetté, qu'on soit le prêteur ou le débiteur, on a du mal lorsque la conjoncture se retourne.
>
> Cela génère plus d'incertitude, moins de confiance et parfois des crises financières. Celles qui ont suivi la fin de Bretton Woods ont été extrêmement graves et nombreuses, en particulier celle de 2008. L'endettement repousse également le recours à des réformes structurelles. »

Le capitalisme se retrouve en effet coincé, dans l'impossibilité de faire face au mur de la surproduction de capital qui se dresse face à lui. Ce que dit Jacques de Larosière ici, et qu'il répète en détail dans plusieurs ouvrages, est typique de la conception bourgeoise, s'imaginant pouvoir agir sur le capitalisme.



De manière très cohérente, il est un des grands pourfendeurs des taux directeurs bas (voir négatifs) et de la création monétaire massive pratiqués par la Banque centrale européenne pour « doper » l'économie. Ce qu'il ne voit pas par contre, car il ne peut pas le voir en raison de sa conception bourgeoise des choses, c'est que la BCE n'a en réalité pas le choix, ne faisant que réagir de manière mécanique à la surproduction de capital.

La bourgeoisie ne pense pas, elle ne prend aucune décision au sens strict, mais ne fait qu'accompagner l'inévitable effondrement du mode de production capitaliste face au Socialisme, car sa crise générale est inévitable. Sa seconde crise générale s'annonce ici particulièrement brutale, en raison justement du fait que la crise est contournée mécaniquement, engendrant une instabilité majeure qui aboutit à une situation explosive.



En agissant au moyen de la monnaie, la bourgeoisie ne fait que rendre de plus en plus instable le système financier mondial, en le détournant de plus en plus de la masse des valeurs réellement en circulation dans l'économie. En agissant selon des normes bourgeoises, elle ne fait en réalité que repousser le problème, tout en aggravant l'intensité de la crise, exactement comme un ressort absorbe une force lentement, puis la restitue de manière explosive à un moment donné.

La fuite en avant monétaire de la Banque centrale européenne avec la crise du Covid-19 (l'argent « magique »)

L'action des banques centrales dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 a été immédiate et de grande ampleur. Du jour au lendemain, ce sont des milliards qui ont été injectés dans l'économie pour la plupart des monnaies, y compris pour des monnaies considérées comme faibles. Rien que pour les États-Unis, le bilan de la FED (la banque centrale américaine) se chiffre en milliers de milliards de dollars.

La Banque centrale européenne (BCE) est particulièrement concernée par cette action de grande ampleur sur l'économie. Dès le mois de mars 2020, elle annonçait un « programme d'achats d'urgence face à la pandémie » (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP) de 750 milliards d'euros. Il s'agissait de « racheter » dans l'urgence des dettes (détenues par des États ou des entreprises), afin d'éviter un effondrement.



Comme nous l'avons vu précédemment au sujet de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, il ne s'agit pas de rachat au sens strict, mais de création monétaire. Par définition, la BCE ne possède pas l'argent qu'elle dépense en « rachetant » ces centaines de milliards de dette, elle ne fait que les monétiser, en prenant à son compte ces dettes en l'échange d'euros qu'elle crée ex nihilo.

Mi-juillet, lors de sa grande réunion de politique monétaire, la BCE a expliqué que ce programme « d'urgence » durera au moins jusqu'en juin 2021, avec une enveloppe totale portée finalement à 1350 milliards d'euros. Pour se donner une idée de ce que cela représente, il faut comparer : depuis 2015, la BCE a déjà « racheté » 2600 milliards d'euros de dette, essentiellement de la dette publique de Grèce et de l'Italie. Il y a donc d'annoncé plus de la moitié de ce qui s'est fait ces 5 dernières années, dans un contexte considéré comme critique avant même la survenue de la crise sanitaire.

Dans le même temps, il a été expliqué que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront inchangés, donc bas voire négatifs (avec l'idée que cela stimule l'investissement économique) et que son programme habituel d'« achat » d'actifs continuera au rythme de 20 milliards par mois, avec jusqu'à la fin de l'année une « enveloppe supplémentaire » allant jusqu'à 120 milliards d'euros.



La BCE possède encore un autre moyen d'action dans le cadre de sa politique monétaire, en fournissant directement des liquidités aux banques, c'est-à-dire là encore des euros « magiques ». Le but est toujours que ces dernières les prêtent aux entreprises et aux particuliers. La BCE appelle cela « troisième série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées », plus connue sous l'acronyme anglais de TLTRO III, lancé en mars 2020. C'est là encore un moyen important de création monétaire et il a été expliqué qu'il sera maintenu, alors qu'il a déjà concerné 118 milliards d'euros.

Si tout cela ne devait pas suffire aux yeux de la BCE, il a même été annoncé la possibilité d'un « bazooka » intitulé OMT (opérations monétaires sur titres), permettant de « racheter » de la dette de manière illimitée, toujours par de la création monétaire. Ces centaines de milliards d'euros « magiques » sont une folie, mais c'est une folie pleinement assumée par la présidente de la BCE Christine Lagarde. Lors de sa conférence de presse du 16 juillet 2020, elle a expliqué qu'il faut continuer à « créer » toujours plus de monnaie, sans que cela corresponde à l'augmentation des prix :

> « L'inflation globale est freinée par la baisse des prix de l'énergie, et les tensions sur les prix devraient demeurer très modérées en raison du ralentissement marqué de la croissance du PIB en volume et de lu renforcement significatif de la sous-utilisation des capacités productives qui en découle.
>
> Dans ce contexte, une forte relance monétaire reste indispensable pour soutenir la reprise économique et préserver la stabilité des prix à moyen terme.

> C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de confirmer une nouvelle fois l'orientation très accommodante de notre politique monétaire. »

Une augmentation de la monnaie en circulation

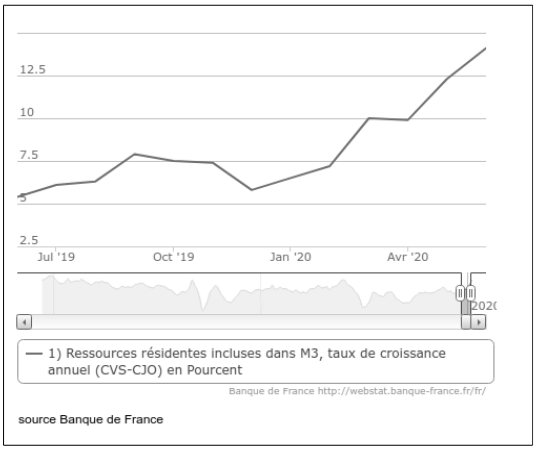
En France, la croissance de la monnaie est donc soutenue depuis le début de la crise sanitaire. Dans son évaluation monétaire de juin 2020 (publiée fin juillet 2020), la Banque de France montre cela. Elle précise avec son langage technique :

> « S'agissant de l'agrégat M1 [la masse de monnaie directement utilisable], en juin, les dépôts à vue augmentent de 25,0 Mds, en repli par rapport à mai (55,0 Mds) et avril (58,8 Mds), mais toujours supérieurs aux montants observés antérieurement à la crise du COVID-19 (21,5 Mds en juin 2019 à titre de référence). »

On a ainsi une masse de monnaie dite M1 qui est de 1 344 milliards d'euros en France, ce qui donne un taux de croissance annuel gigantesque de 23,6 %. En ce qui concerne l'ensemble des formes de la monnaie, appelée M3 (= les comptes courants et la monnaie fiduciaire [M1] + les livrets d'épargne + les titres financiers) :

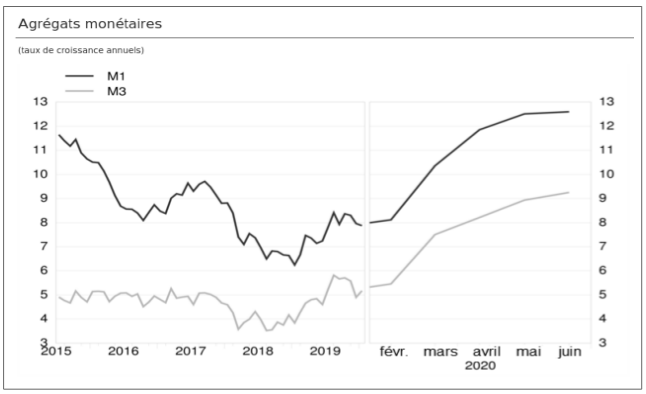
> « la croissance de la composante française de l'agrégat M3 se renforce en juin : + 13,9 % après + 12,6 % en mai. »

Cela donne une masse monétaire en France estimée à 2 746 milliards d'euros, qui a augmenté de manière soutenue depuis le début la crise sanitaire.



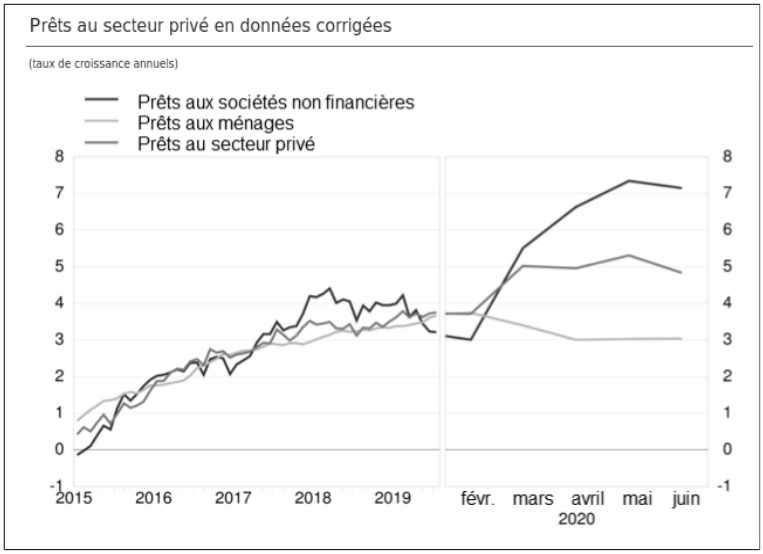
(NB : ce graphique ne prend pas en compte les engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro pour 299 milliards d'euros, mais la courbe est équivalente et finie à +14,1 % au lieu des + 13,9 % cités précédemment).

C'est la même chose pour l'ensemble de la zone euro, avec une évolution de la masse monétaire de 9,2 % en juin, alors qu'elle était déjà de 8,9 % en mai.



Toute cette monnaie est injectée dans l'économie en grande partie via du crédit, qui augmente depuis le début de la crise sanitaire, comme l'explique la BCE (communiqué de presse du 27 juillet 2020) :

> « S'agissant de la dynamique du crédit, le taux de croissance annuel des financements totaux accordés aux résidents de la zone euro s'est inscrit en hausse à 7,0 % en juin 2020, après 6,2 % le mois précédent. Le taux de croissance annuel des créances sur les administrations publiques a atteint 13,6 % en juin, après 9,8 % en mai, et celui des concours au secteur privé s'est établi à 4,8 % en juin, contre 4,9 % en mai.
>
> Le taux de croissance annuel des prêts au secteur privé (en données corrigées des cessions de prêts, de la titrisation et du cash pooling notionnel) est revenu à 4,8 % en juin après 5,3 % en mai.
>
> S'agissant des secteurs emprunteurs, le taux de croissance annuel des prêts aux ménages, en données corrigées, s'est établi à 3,0 % en juin, sans changement par rapport au mois précédent, tandis que celui des prêts aux sociétés non financières, en données corrigées, est revenu à 7,1 % en juin, après 7,3 % en mai. »



Cette politique monétaire est considérée comme incontournable par les gestionnaires du capitalisme. C'est le cas du gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau qui explique dans un entretien au journal La Croix (9 juillet 2020) :

> « La politique monétaire a permis d'éviter qu'une crise financière, avec une pénurie de crédit, ne s'ajoute à la crise sanitaire et économique.
>
> La Banque centrale européenne a réagi dès mars avec ses taux d'intérêt qui sont les plus bas du monde, et en augmentant encore les volumes de financement à la disposition des entreprises. Nous continuerons aussi longtemps que nécessaire, compte tenu d'une inflation trop faible à 0.3% aujourd'hui. »

On se retrouve donc avec une masse énorme de monnaie allant de pair avec de dettes augmentant dans des proportions jamais vues auparavant. Rien que pour l'État français, la dette publique est deux fois plus importante que ce qu'elle était il y a vingt ans. Cette dette (public et privée) est directement soutenue et portée par de la création monétaire.

Une bombe à retardement

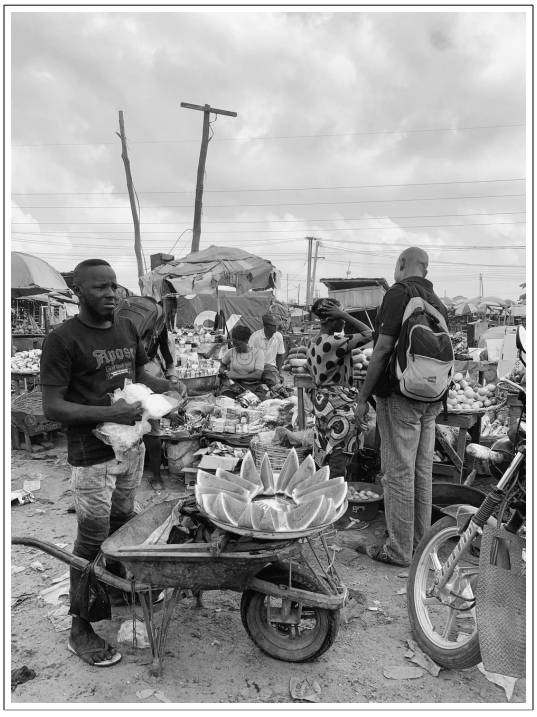
Toute cette monnaie en circulation, augmentant sans rapport avec l'augmentation des prix, est une bombe à retardement, qui peut à tout moment faire s'écrouler l'édifice capitaliste.

La situation actuelle est celle d'un serpent se mordant la queue :

les États et beaucoup d'entreprises sont en manque d'argent → de la monnaie est « créée » massivement pour compenser → les États et les entreprises se retrouvent relativement moins riches en raison d'une masse plus importante de monnaie → les États et beaucoup d'entreprises sont en manque d'argent, etc.

Cela n'est pas visible directement, car en apparence la monnaie n'est pas dévaluée. Mais cela ne tient, essentiellement, qu'à une chose : ces masses immenses de monnaie circulent difficilement et sont pour ainsi dire « bloquées » dans l'épargne et sur les marché financier secondaire (ce qui revient au même).

Les gestionnaires du capitalisme mises sur un déblocage pour relancer la machine, sans voir que ce déblocage perturberait massivement la valeur de la monnaie en raison du décalage avec les valeurs réellement existantes.



Il faut ajouter à cela le fait que ce « déblocage » de la monnaie n'est qu'un pari, qui n'a rien d'évident, car la crise n'est pas seulement économique, mais générale. En arrière plan, il y a bien sûr une crise de confiance, dans le sens d'une machine au fonctionnement grippé par ses acteurs qui n'y « croient » plus, se méfient, etc.

Les effets d'emballement qui peuvent en résulter sont difficiles à prévoir, de la part la nature profondément instable du système. Ce qui est certain par contre, c'est que ces masses immenses de monnaie, tout cet argent « magique » injecté par centaines de milliards, ne résout rien à la crise, mais ne fait au contraire que l'exacerber.

Il suffirait d'un élément déclencheur pour précipiter la crise, comme par exemple avec l'effondrement de l'État italien.

L'exemple italien

L'exemple italien est ici intéressant pour illustrer la précarité de la situation. Ce pays, la 3e économie de l'Union européenne depuis le départ du Royaume-Uni, est extrêmement endetté et sa situation s'est détériorée avec la crise sanitaire. Son gouvernement prévoit que la dette publique passerait à 155,7% du PIB en 2020 (autrement dit, en 2020 le pays n'aura produit en richesse que l'équivalent des deux tiers de sa dette).



Le 29 avril 2020, sa note financière (c'est-à-dire l'évaluation de ses capacités financières) a baissé pour une agence de notation et est, devenue en perspective négative, pour les deux autres principales agences. L'Italie se retrouve maintenant très proche d'être considéré comme « à risque » sur les marchés financiers.

Cependant, en raison de la politique monétaire de la BCE de création monétaire, ainsi que du « plan de relance » franco-allemand, l'Italie peut continuer de s'endetter sans troubles particuliers. Malgré de légères fluctuations et bien qu'ils soient supérieurs à ceux de ses voisins européens, ses taux n'augmentent guère. De manière générale, il y a une confiance dans sa capacité à honorer sa dette.

Début mai, l'Italie empruntait (à 10 ans) à un taux relativement équivalent à celui d'avant la crise (1,79 %). Autre indicateur, le 20 juillet 2020, son rendement calculé sur les marchés financiers (du point de vue des spéculateurs qui s'échangent sa dette ou y placent leur argent), baissait à 1,10 % (plus c'est faible, plus cela signifie une confiance dans la solvabilité du pays ; le même jours ce rendement était de 0,35 % pour l'Espagne, -0,17 % pour la France et -0,46 % pour l'Allemagne).



L'État italien se retrouve donc coincé avec d'un côté une dette immense, de l'autre la possibilité de continuer à s'endetter pour faire face à la situation, de par le soutien monétaire de la BCE.

Le problème est donc à la fois repoussé… et surtout augmenté.

La situation est explosive, à tel point qu'une partie de la bourgeoisie voudrait y mettre fin, d'une manière ou d'une autre. C'était le sens de l'action de la Cour constitutionnelle allemande refusant de participer à la politique monétaire de la BCE favorisant notamment cet endettement italien. Cette action exprimait le point de vue d'une partie de la bourgeoise allemande voulant décrocher de l'Italie, quitte à assumer son effondrement.



Cela a été repoussé, car les franges de la bourgeoisie misant sur la stabilité du système sont pour l'instant plus fortes, mais cela n'a rien d'inéluctable. Les réticences hollandaise, autrichiennes, danoises et suédoises quant au plan de relance européen franco-allemand mi-juillet 2020 relèvent du même point de vue : la situation de l'Italie (mais aussi dans une moindre mesure l'Espagne et la France) est considérée comme trop précaire et il faudrait mieux lâcher le pays (ou alors le mettre au pas).

L'Italie se trouve donc exposée à un double risque, soit politique, soit directement depuis les marchés financiers, paniquant d'un coup pour une raison ou une autre et refusant de prêter à l'État, qui deviendrait très rapidement insolvable. Son effondrement aurait une répercussion majeure pour la monnaie européenne, bien plus que celui de l'État grec en 2010. En plus, l'Italie n'est pas le seul maillon faible, l'Espagne l'étant également, ainsi que la France dans une moindre mesure, mais avec des conséquences bien plus importantes pour l'euro en cas de crise.

Des bulles spéculatives

L'augmentation drastique de la masse monétaire conséquente à la politique monétaire de la BCE présente un autre risque, très bien connu des analystes économique bourgeois : celui de « bulles » spéculatives.

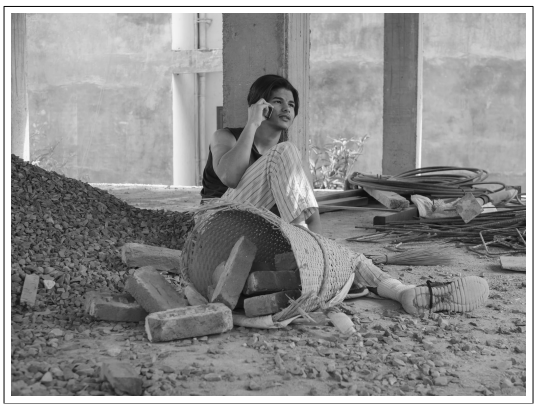
L'excès de monnaie de la BCE doit être investi, mais comme il n'y a pas, ou en tous cas moins, de confiance dans l'économie en raison de la crise, ce sont les secteurs considérés comme stables, durables, qui peuvent être privilégiés. Actuellement, ce sont les dettes d'État qui sont surtout recherchées, mais l'immobilier pourrait rapidement servir de « refuge », créant un emballement sur le marché immobilier (qui relève déjà largement de la spéculation) et une bulle immobilière.



Cela aurait (et a déjà, car les prix de l'immobilier en France sont extrêmement élevés) des conséquences sociales énormes pour l'accès au logement, contribuant à renforcer la crise générale et présentant un risque d'explosion, comme toute « bulle » spéculative par nature.

Cette bulle, évidemment, pourrait se produire n'importe où, là il y a aura des opportunités de spéculation avec ces masses de monnaie. Le problème de fond étant la surproduction de capital (liée à la surproduction de marchandises), la crise ne fera qu'aggraver la situation en bouchant encore plus de possibilités au capital pour se placer du fait du ralentissement de l'activité et du manque de confiance dans la conjoncture économique.

Il y a donc et il y aura donc de plus en plus une fuite en avant dans la spéculation, dans des placements aux rendements fictifs, avec donc très probablement une course folle sur le marché de l'immobilier, comme moyen de « garantir » un capital face aux risques.



L'explosion du cours de l'or, atteignant un record historique lundi 27 juillet 2020 à 1930,48 dollars l'once d'or, est directement l'expression de cette tendance. Le cours de ce métal a augmenté de plus de 27 % depuis le début de l'année et la survenue de la crise ; face à l'afflux d'euros « magiques », il y a une tendance à trouver refuge dans des « valeurs » tout aussi « magiques » telle que l'or, avec au bout du compte un risque d'effondrement massif et généralisé de toute la superstructure financière. ■

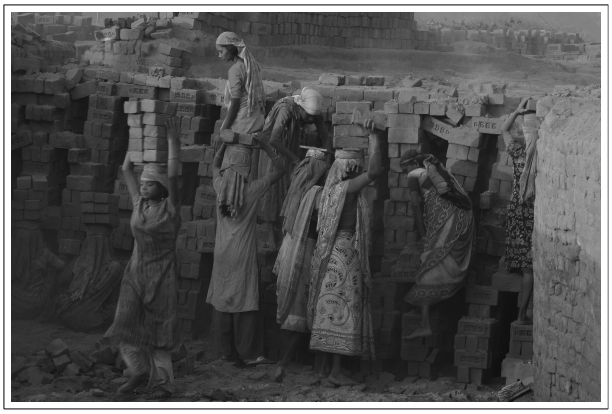
Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise]

Tiré de Principes d'économie politique

(par Louis Ségal, en fait vraisemblablement le traducteur d'une œuvre soviétique), **1936**

Même les économistes bourgeois se rendent compte que l'impérialisme représente quelque chose de nouveau en comparaison de la période précédente du développement du capitalisme.

Ces nouveaux phénomènes — la formation de monopoles gigantesques, le changement radical dans le rôle des banques, etc. — sont si clairs et si évidents qu'il est tout à fait impossible de se borner à les nier. Les savants bourgeois consacrent d'énormes travaux « scientifiques » à la description des cartels, des banques, aux problèmes de l'exportation du capital, etc.



Mais dans le meilleur des cas, ils ne donnent qu'une *description* extérieure de tous ces phénomènes de l'étape impérialiste du développement du capitalisme. Ils ne peuvent expliquer d'une façon réellement scientifique la portée de tous ces phénomènes, le rôle historique de l'impérialisme. En premier lieu, l'économie politique bourgeoise a déjà depuis longtemps cessé d'être une science, bien avant l'impérialisme, dès la première moitié du 19e siècle.

En second lieu, toute tentative d'aborder d'une façon réellement scientifique l'étude de l'impérialisme doit inévitablement aboutir à la constatation du fait que l'impérialisme est la dernière étape du capitalisme, ce qui équivaut à un arrêt de mort prononcé contre le capitalisme. Les théoriciens social-démocrates ne peuvent ouvertement intervenir devant les masses ouvrières en tant que défenseurs de l'impérialisme, ils doivent se dissimuler derrière une phraséologie marxiste ou, en tout cas, faire semblant d'exprimer l'impérialisme sur la base de la doctrine marxiste du capitalisme, alors qu'en réalité ils falsifient et déforment Marx.

La théorie de l'impérialisme de Kautsky

Arrêtons-nous d'abord sur la théorie de l'impérialisme formulée par Kautsky déjà à l'époque de la guerre mondiale. Kautsky affirmait que l'impérialisme est la politique préférée des pays industriels hautement développés en vue de la conquête des pays agraires.



Cette définition de Kautsky renferme deux points extrêmement importants qui visent à détourner l'attention et les forces du prolétariat de la lutte contre l'impérialisme. En premier lieu, Kautsky considère l'impérialisme comme la politique du capital industriel. Par conséquent, il n'accorde aucune importance à ce qu'il y a de nouveau dans l'impérialisme, à la domination des *monopoles* et du *capital financier*. Par cela même, Kautsky nie la nécessité pour le prolétariat de se poser de nouvelles tâches dans la lutte contre l'impérialisme et d'appliquer de nouvelles méthodes de lutte.

En second lieu, pour Kautsky, l'impérialisme est *la politique*, et encore seulement la politique préférée, du capital industriel.

Par conséquent, Kautsky nie par cela même que l'impérialisme soit *un stade de développement* du capitalisme, il présente la chose comme si la bourgeoisie pouvait appliquer aussi une autre politique, non impérialiste ; il affirme même que cette politique de conquête est désavantageuse pour la bourgeoisie elle-même. Kautsky détache la politique de l'économie et appelle seulement à la lutte contre la politique impérialiste.

Mais une lutte contre la politique de la bourgeoisie, qui n'attaque pas la base de cette politique, la base économique, n'est pas une véritable lutte.

C'est pourquoi la théorie de Kautsky est une théorie du renoncement à la lutte contre l'impérialisme ; elle est un soutien pour l'impérialisme.

La théorie du « surimpérialisme »

La théorie du « surimpérialisme » de Kautsky est intimement liée à sa définition de l'impérialisme. Kautsky affirme que le développement économique conduit à un tel enchevêtrement des intérêts de la bourgeoisie des différents pays qu'il devient de plus en plus désavantageux pour la bourgeoisie d'user d'un moyen de lutte tel que la guerre.

Le développement économique lui-même pousse prétendument la bourgeoisie à la solution pacifique des conflits et à des ententes, à la formation d'une économie capitaliste mondiale, unique et organisée. Le développement de l'impérialisme conduit au surimpérialisme.

Cette « théorie » prend pour point de départ l'hypothèse que le développement du capitalisme se poursuit d'une façon égale dans tous les pays et que, par conséquent, le rapport des forces entre la bourgeoisie des divers pays ne change pas. Mais, en réalité, comme nous l'avons déjà montré plus haut, non seulement le développement est inégal, mais cette inégalité s'accentue à l'époque de l'impérialisme.



C'est pourquoi le rapport des forces entre les pays impérialistes change constamment et lorsque le monde entier est déjà partagé et la lutte engagée pour un nouveau partage, cela amène inévitablement des guerres. Car…

> … y avait-il, *sur les bases du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, d'une part, et le partage des colonies et des « sphères d'influence » par le capital financier, de l'autre ? (Lénine : l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme)

La théorie du « surimpérialisme », élaborée par Kautsky au plus fort de la guerre impérialiste mondiale, avait pour but de semer dans la classe ouvrière l'illusion qu'après cette guerre devait venir une paix éternelle, que cette guerre était « la dernière ».

Cette « théorie » devait, par conséquent, détourner l'attention de la classe ouvrière de la cause réelle des guerres impérialistes et de l'unique moyen d'en finir avec la guerre, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette « théorie » appelait le prolétariat à soutenir « sa » bourgeoisie dans cette guerre.

La théorie du « surimpérialisme » n'est donc pas seulement fausse, elle est entièrement hostile aux intérêts de classe du prolétariat, elle sert…

> … uniquement au plus réactionnaire des buts : à détourner l'attention de la profondeur des contradictions en présence. (Lénine : l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme)

La théorie du « capitalisme organisé »

Après la guerre, surtout dans la période de la stabilisation partielle du capitalisme, la social-démocratie a lancé la théorie du *capitalisme organisé*, qui est la continuation directe de la théorie du *surimpérialisme*. D'après cette théorie, les monopoles suppriment totalement la concurrence qu'ils remplacent par l'organisation planifiée de toute l'économie, dans les limites de tout un pays et ensuite à l'échelle mondiale.



Hilferding, qui a développé cette « théorie », estime que le capitalisme organisé signifie en réalité la substitution au *principe* capitaliste de la libre concurrence du principe socialiste de la production planifiée. Et, à sa suite, toute la social-démocratie déclara que l'humanité était déjà entrée dans la phase socialiste ; l'impérialisme serait non du capitalisme tardif, mais déjà du « socialisme précoce ».

La théorie du capitalisme organisé est aussi fausse que sa devancière, la théorie du surimpérialisme. L'inégalité, d'ailleurs toujours, croissante du développement existe non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays entre les différentes branches de la production, entre les diverses unions monopolistes à l'intérieur d'une même branche, etc.

Comme le monopole reste un monopole capitaliste, c'est-à-dire basé sur la propriété privée capitaliste, il ne peut abolir la concurrence, mais coexiste avec elle. Il en ressort tout à fait clairement l'absurdité des affirmations de la social-démocratie selon lesquelles le capitalisme peut se transformer en un capitalisme organisé et abolir les crises.

> Que les cartels évitent les crises, c'est là un conte fantaisiste des économistes bourgeois disposés à tout prix à rendre moins hideux le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans certaines branches d'industrie, augmente, aggrave le chaos inhérent à *l'ensemble* de la production capitaliste.
> (Lénine : l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme)

La légende social-démocrate du « capitalisme organisé » n'a rien de commun avec la réalité. La meilleure preuve en est la crise économique actuelle qui a éclaté en 1929 et a porté un coup mortel à la théorie du « capitalisme organisé ».



Si la théorie du « surimpérialisme » avait été élaborée dans le but d'amener la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie dans sa guerre de pillage pour un nouveau partage du monde, avec la théorie du « capitalisme organisé » la social-démocratie se donnait pour tâche d'amener la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie dans sa tentative de trouver une issue à la profonde crise générale dans laquelle le capitalisme est tombé lors du déclenchement de la guerre mondiale et surtout avec le début de la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie a tenté de trouver cette issue par la voie de la rationalisation capitaliste, qui signifie une exploitation féroce, sans précédent, de la classe ouvrière.

La théorie de la « démocratie économique »

La social-démocratie, était le défenseur le plus acharné de la rationalisation capitaliste.

Pour obliger les ouvriers à soutenir cette rationalisation, les théoriciens social-démocrates ont formulé la théorie du « capitalisme organisé », qui est, paraît-il, déjà du socialisme, et ils ont cherché à prouver aux ouvriers que ceux-ci faisaient des sacrifices, non au capitalisme, mais à eux-mêmes, que dans le capitalisme organisé domine la « démocratie économique », que la classe ouvrière participe déjà à la direction de l'économie, que les cartels et les trusts représentent des éléments du socialisme, que la toute-puissance du capital arrive à sa fin, etc.



Il est aisé de voir que toutes ces « théories » ont pour but de duper les masses. Il existe bien une organisation dans chaque usine capitaliste et néanmoins elle ne cesse pas d'être capitaliste.

C'est pourquoi l'organisation capitaliste de la production, qui dépasse les limites d'une entreprise et embrasse (dans les limites d'un consortium ou d'un trust) un grand nombre d'entreprises, n'est pas non plus du socialisme. Voir du socialisme partout où il y a des éléments d'organisation, cela signifie supprimer tout à fait la différence entre le capitalisme et le socialisme.

Là où les moyens de production sociaux appartiennent aux capitalistes et non à la classe ouvrière, il n'y a pas de socialisme, quel que soit le nombre des éléments d'organisation.

Il n'y a rien de socialiste dans l'élargissement de l'organisation de la production au-delà du cadre d'une seule entreprise. Les entreprises ne deviennent socialistes que lorsqu'elles sont expropriées et deviennent la propriété collective de la classe ouvrière dans la personne de son État.

Dans la période du capitalisme monopoliste, il ne se forme pas d'éléments de socialisme ; nous observons seulement la complète maturité des *prémices* pour la transition au mode socialiste de production. En même temps, les contradictions de classes s'aggravent à l'extrême et une explosion révolutionnaire se prépare contre le capitalisme.

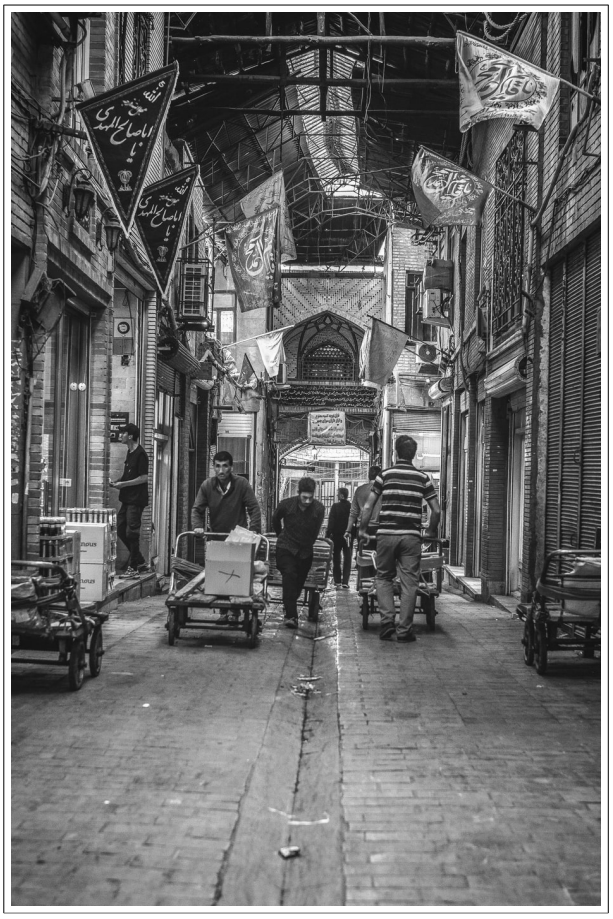
La période de transition *du capitalisme au communisme* ne commence que du jour où la dictature du prolétariat est instaurée.

> Entre la société capitaliste et la société communiste, dit Marx, se place la période de la transformation révolutionnaire de la première en la seconde.
>
> À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. (K. Marx et F. Engels : Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt)

La social-démocratie présente le capitalisme monopoliste comme le véritable commencement du socialisme, afin de détourner la classe ouvrière du renversement révolutionnaire du capitalisme, afin de sauver le capital agonisant.

La théorie du « capitalisme d'État »

Après que, devant la crise actuelle, les théories du « capitalisme organisé » et de la « démocratie économique » eurent entièrement fait faillite, la social-démocratie tenta de les faire reparaître sous la forme de la théorie du « capitalisme d'État ».



Lorsque, en 1931, commença la série des faillites des grandes banques, des trusts et des konzerns, le capital monopoliste se mit à utiliser de façon intensive le trésor de l'État pour sauver les entreprises en faillite et pour prévenir de nouvelles banqueroutes.

L'État accorde à ces entreprises d'énormes subventions sous la forme d'achat d'une partie de leurs actions, et il se procure les moyens de le faire par l'augmentation des impôts, par la réduction des secours aux chômeurs et aux invalides, par la compression des dépenses pour l'instruction publique, etc.

Ce pillage des masses travailleuses au profit de l'oligarchie financière est présenté par les chefs social-démocrates comme une intervention de l'État (qui, selon la théorie social-démocrate, n'est pas un État de classe, mais un État « au-dessus des classes », l'État « de tout le peuple ») dans les affaires des capitalistes ; en achetant une partie des actions, l'État, paraît-il, devient un des associés des entreprises sauvées et obtient le contrôle de ces entreprises qui cessent d'être capitalistes et deviennent prétendument des organismes de capitalisme d'État ne se distinguant en rien des organismes socialistes.



Mais même si ces entreprises passaient entièrement entre les mains de l'État, même si elles devenaient vraiment des organismes de capitalisme d'État, elles ne seraient pas socialistes parce que, dans la société bourgeoise, l'État n'est que l'organe exécutif de la classe des capitalistes.

En son temps, Engels a raillé impitoyablement les « socialistes » qui voyaient dans la construction des chemins de fer d'État le commencement du socialisme :

> ce n'était nullement là des mesures socialistes, directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine, et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie […].
>
> Engels : Anti-Dühring

Et la social-démocratie actuelle appelle non seulement capitalisme d'État, mais même socialisme le fait que l'État fait passer l'argent des poches des masses populaires exploitées dans les poches des capitalistes en faillite.

Lorsqu'en 1931 fut publié le décret extraordinaire du gouvernement allemand sur les subventions aux banques, sur l'augmentation des impôts et sur la réduction des salaires et des dépenses sociales, un des chefs de la social- démocratie allemande, Hilferding, déclara tout net que ce décret était… un morceau de socialisme.

Les théories de Trotski et des opportunistes de droite sur l'impérialisme

Le trotskisme et l'opportunisme de droite ont, bien que sous des formes différentes, adopté dans son essence la théorie social-démocrate de l'impérialisme.

Déjà, au cours de la guerre de 1914-1918. Trotski lança le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe », entièrement basé sur la théorie kautskiste du surimpérialisme.



Trotski affirmait que le développement du capitalisme conduit à une union des États capitalistes de l'Europe en un trust impérialiste unique et que cette union serait un pas en avant. Trotski ne lançait pas le mot d'ordre de la révolution prolétarienne et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » dans le régime capitaliste.

Lénine dévoila immédiatement ce mot d'ordre et montra qu'il découle de la négation de l'inégalité grandissante du développement à l'époque de l'impérialisme et signifie la négation de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. Les « États-Unis » de l'Europe capitaliste, c'est-à-dire le surimpérialisme, sont impossibles en raison de l'accentuation de l'inégalité du développement.



Mais en admettant même la possibilité d'une telle union de l'Europe capitaliste, elle amènerait, en réalité, un renforcement de l'impérialisme et de son oppression dans les métropoles et les colonies.

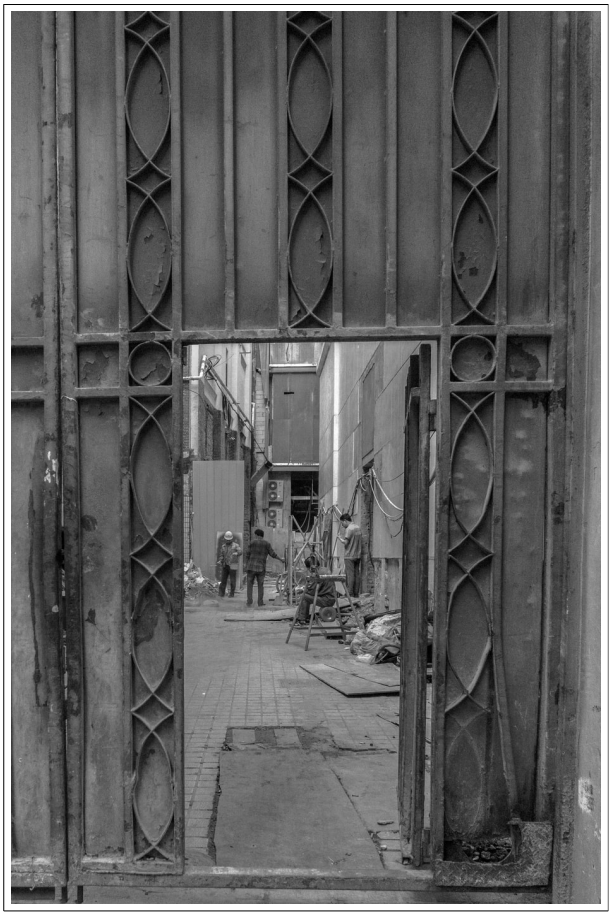
La théorie kautskiste du « surimpérialisme » adoptée par Trotski sous la forme du mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » constitue, comme nous le montrerons dans le paragraphe suivant, la base de sa théorie de l'impossibilité, de construire le socialisme en U.R.S.S.

Ce n'est pas par hasard que le trotskisme s'est transformé en avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et ce n'est pas par hasard que Trotski, *conjointement avec Kautsky*, lutte contre l'U.R.S.S.

L'opportunisme de droite a également adopté, mais sous une autre forme, la théorie social-démocrate de l'impérialisme. Ainsi, le camarade Boukharine affirmait que dans le capitalisme contemporain l'anarchie est de plus en plus évincée par l'organisation, que nous assistons à l'établissement du capitalisme d'État qui

> … signifie l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays et une très forte aggravation de la concurrence entre les pays capitalistes. (Pravda, 26 mai 1929.)

Mais la théorie de l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays n'est rien d'autre que la théorie du « capitalisme organisé ».



Il est vrai que le camarade Boukharine estimait que la concurrence s'accentuait sur le marché mondial, mais cette affirmation contredit son autre affirmation concernant l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays.

Car si le capitalisme organisé est possible dans les limites d'un seul pays, c'est-à-dire si le « capitalisme organisé » est possible en général, il doit l'être aussi à l'échelle mondiale.

Ce n'est pas par hasard que la déviation de droite a adopté la théorie social-démocrate du « capitalisme organisé ». Cette théorie a ses racines dans toute la conception théorique générale des droitiers (la compréhension de la valeur comme une « loi de l'équilibre » et par cela même la dissimulation des contradictions du capitalisme, la « loi de la dépense du travail », la réduction des rapports de production à la technique, etc.).

Elle n'est qu'une partie composante de toute la plate-forme de la déviation de droite et on ne peut l'en séparer.

C'est précisément de là que découle l'appréciation par les droitiers de la période de stabilisation partielle et précaire du capitalisme comme d'une stabilisation durable et solide, la capitulation de fait des droitiers devant l'idéologie et la politique de la social-démocratie au lieu d'une lutte implacable contre elle.



Voilà pourquoi l'Internationale communiste menait et mène une lutte impitoyable contre les opportunistes de droite comme les agents de la social-démocratie dans les rangs des partis communistes. Exclus de l'Internationale communiste, les renégats droitiers (Brandler, Lovestone, et autres), de même que les trotskistes, ont entièrement dévoilé leur nature contre-révolutionnaire en intervenant ouvertement, conjointement avec les chefs social-démocrates, contre le communisme.

La théorie de Rosa Luxembourg

En conclusion, arrêtons-nous encore sur la théorie semi-menchévik de l'impérialisme de Rosa Luxembourg. Nous avons déjà plus haut pris connaissance de la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg.



Cette dernière est la base de sa théorie de l'impérialisme selon laquelle l'impérialisme est conditionné par l'impossibilité de l'accumulation dans un régime capitaliste pur, c'est-à-dire dans une société capitaliste qui comprend seulement des ouvriers et des capitalistes. L'impérialisme, c'est, selon son opinion, la politique de la soumission des « tierces personnes », c'est-à-dire des pays agraires arriérés, aux pays industriels capitalistes, hautement développés, politique qui découle de l'impossibilité de l'accumulation.

Il n’est pas difficile de voir que Rosa Luxembourg, pareillement à Kautsky, nie l’impérialisme en tant qu’*étape particulière* dans le développement du capitalisme.

Elle déduit l’impérialisme non pas du fait que le capitalisme a subi des modifications internes essentielles (domination des monopoles, capital financier), mais de l’existence d’une prétendue impossibilité de l’accumulation en régime capitaliste pur.



Mais si l’impérialisme découle de l’impossibilité de l’accumulation, c’est que le capitalisme a toujours été impérialiste, car l’accumulation, selon Rosa Luxembourg, n’est jamais possible en régime capitaliste pur. Par conséquent, l’impérialisme existe depuis qu’existe le capitalisme, il n’est pas une étape de son développement.

Selon Rosa Luxembourg, les crises découlent non de la contradiction intérieure fondamentale du capitalisme, mais de la contradiction extérieure entre le capitalisme et les « tierces personnes » non capitalistes. De même, l’impérialisme n’est pas non plus le produit du développement des contradictions *intérieures* du capitalisme, mais l’expression de cette contradiction *extérieure*.



Mais il s’ensuit que le capitalisme devra périr non du développement de ses contradictions intérieures, mais de la disparition des « tierces personnes » qui rendent possible l’accumulation du capital.

Il est vrai que Rosa Luxembourg faisait cette réserve que la révolution prolétarienne aura lieu bien avant la disparition de ces « tierces personnes ». Mais cette réserve contredit sa théorie dont il découle que le capitalisme peut exister tant qu’existeront les « tierces personnes », les petits producteurs.

Il ressort de la théorie de l’impérialisme de Rosa Luxembourg que le capitalisme s’effondrera automatiquement et que cet effondrement doit avoir lieu quand disparaîtra la possibilité de l’accumulation.

À l'opposé de l'aile opportuniste de la social-démocratie d'avant-guerre, Rosa Luxembourg se prononçait pour la nécessité de la révolution prolétarienne.



Mais elle se représentait cette révolution uniquement comme un acte spontané. Ainsi, de même que l'aile opportuniste (y compris Trotski), elle niait la nécessité du parti en tant qu'avant-garde révolutionnaire, en tant que chef dirigeant et organisateur du prolétariat en vue de la révolution, et se mit du côté des mencheviks contre les bolcheviks dans la question des statuts du parti.

De sa théorie de l'accumulation et de l'impérialisme, il découle que le capitalisme fera automatiquement naufrage, et cette dernière affirmation conduit Rosa Luxembourg à compter sur le mouvement spontané des masses. C'est précisément pour cela que Rosa Luxembourg considérait la grève générale, et non l'insurrection armée comme l'arme principale de la révolution.

Tout en menant à la tête de l'aile gauche de la social-démocratie allemande d'avant la guerre, la lutte contre l'opportunisme, Rosa Luxembourg dans les problèmes fondamentaux de la tactique de la révolution prolétarienne, hésitait toutefois entre le menchévisme et le bolchévisme et intervint souvent contre le bolchévisme. Les social-démocrates de gauche dans l'Allemagne d'avant-guerre...

> … possèdent également un grand et sérieux bagage révolutionnaire… C'est justement pour cela que les bolcheviks les considéraient comme des social-démocrates de gauche, les soutenaient et les poussaient en avant. Mais cela ne supprime pas et ne peut pas supprimer le fait que les social-démocrates de gauche en Allemagne commirent en même temps toute une série d'erreurs politiques et théoriques des plus graves, qu'ils ne s'étaient pas encore libérés de leur bagage menchevik et, par conséquent, avaient besoin de la critique la plus sérieuse de la part des bolcheviks. (J. Staline : « Sur quelques questions de l'histoire du bolchévisme », Internationale communiste, 15 nov.-1er déc. 1931)

C’est pourquoi toute tentative de présenter la question comme si les bolcheviks sous-estimaient les erreurs des « gauches » n’est rien d’autre qu’une tentative de faire reparaître la calomnie trotskiste suivant laquelle les bolcheviks ne sont devenus de véritables marxistes révolutionnaires que lorsqu’en 1917 ils se sont prétendument « réarmés » par l’étude de la théorie et de la tactique menchéviks de Trotski.



Ainsi nous voyons que la seule théorie juste et scientifique est la théorie léniniste de l’impérialisme qui continue et développe la doctrine de Marx de la ruine du capitalisme.

Le grand mérite de Lénine consiste non seulement dans la découverte du fait que l’impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne, mais aussi dans le fait que, sur la base de l’analyse des lois de l’impérialisme, il a développé la doctrine de Marx et d’Engels de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Le grand mérite de Lénine consiste également dans le fait que, après avoir découvert la loi du développement inégal des différents pays à l’époque de l’impérialisme, il a aussi découvert qu’il en découle la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. ■

En fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste; c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine.

Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse.

Mao Zedong, Intervention la réunion du Soviet suprême de l'U.R.S.S. pour la célébration du 40e anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre
(6 novembre 1957)

LE PROCESSUS DES FAILLITES D'ENTREPRISES AVEC LA CRISE

Une entreprise, par définition, cherche à dégager des bénéfices pour rémunérer son ou ses propriétaires. Cependant, ce n'est pas ce qui intéresse le droit bourgeois, qui ne considère les choses que de manière comptable en encadrant les rapports entre les différentes entreprises, ainsi qu'entre les entreprises et les individus.

Ainsi, le droit bourgeois se fiche de savoir si une entreprises est rentable ou non pour son ou ses propriétaires ; ce qui compte est que soient payés les créanciers. La faillite est justement le moment où une entreprises n'est plus en mesure de payer ses créanciers, que ce soient des fournisseurs, des prestataires, un emprunt à la banque, etc.

Légalement, la faillite est très encadrée car c'est une question vitale pour le capitalisme. Si les dettes ne sont plus honorées, alors le système s'effondre, de par une crise de confiance généralisée. La monnaie sert ici d'intermédiaire, comme moyen d'évaluation de la valeurs des dettes et créances mutuelles, et forcément comme moyen de paiement de celles-ci.



Pour résumer tout cela simplement et en venir à notre sujet qui est la crise actuelle, il faut s'attacher à cet aspect essentiel : *l'économie est interdépendante, avec des dettes et des créances entre les entreprises*.

Il n'y a pas simplement des entreprises d'un côté (produisant une marchandise) et des individus de l'autre (consommant une marchandises). Il y a également, voir surtout, les entreprises elles-mêmes qui sont consommatrices de marchandises et de moyens de production. Inversement, il y a des entreprises qui sont vendeuses de marchandises et de moyens de production pour d'autres entreprises.

Dit ainsi, cela paraît évident. Toutefois, il est important de le rappeler de manière précise, car les commentateurs économiques, et particulièrement ceux se voulant critiques du capitalisme, passent presque toujours à côté de cet aspect essentiel.

C'est pourtant cet aspect essentiel qui est au cœur de l'effondrement économique en cours, dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme, directement lié à la pandémie de Covid-19.



La crise sanitaire a engendré un confinement de la population ainsi qu'un chamboulement des habitudes, restreignant nombre d'activités. Cela a figé toute une partie de l'économie, non pas l'essentiel d'ailleurs, mais néanmoins des secteurs importants.

Au sens strict, la vie économique, dans le sens de la reproduction des conditions réelles d'existences, ne s'est pas effondrée avec le confinement. Il n'y a pas eu de pénuries de marchandises ou très peu ; les besoins ont été largement couverts. En fait, la production agricole et industrielle des produits nécessaires à la vie quotidienne a largement continué, surtout en ce qui concerne l'alimentation, les produits d'hygiènes, les matières premières nécessaire à la construction ou réparation d'habitation, tout ce qui concerne le transport et la circulation des marchandises en général, etc.

Toutefois, nombre d'entreprises ont vu leur activité suspendue, ou fortement ralentie, en raison du fait que les gens étaient confinés chez eux, ou que les salariés ne pouvaient pas travailler. On le comprend facilement : cela engendre directement une perte de revenue pour ces entreprises, alors que dans le même temps il y a des dettes à honorer.

Si on ne regarde qu'une seule entreprise, cela peut pourrait paraître parcellaire et surmontable assez facilement. Il est évident qu'une entreprise à l'arrêt, c'est une entreprise qui ne consomme pas ou peu de matières premières, d'énergie, de transport, de prestataires, etc., et qui a donc très peu de frais.

Cela explique en partie le fait qu'il n'y a pas eu d'effondrement immédiat et généralisé des entreprises jusqu'à présent. La principale difficulté aurait pu être le paiement des salaires, mais ceux-ci ont pris en charge par l'État.

Néanmoins, l'activité des entreprises, leur vie si l'on peut dire, ne s'est jamais entièrement figée. Il a toujours resté quelques charges en cours. Dans l'aéronautique par exemple, les compagnies aériennes ont eu à faire et ont encore à faire à des frais de stockage et d'entretien pour leurs avions cloués au sol.

Pareillement, nombre d'entreprises avaient du stock de telles ou telles matières premières ou de marchandises diverses : cela engendre des coûts énergétiques, de surveillance, parfois de maintenance, etc.





Il a y bien sûr également les loyers, ainsi que différentes prestations qui n'ont pas pu être suspendues : abonnement à des services divers, téléphoniques, informatiques, gardiennage, entretien, etc.

Ce sont des frais qui peuvent être marginaux, qui le sont souvent, et qui sont en général surmontables facilement à l'échelle d'une entreprise, dans un premier temps. *Il y a cependant que les entreprises sont toutes liées, elles sont interdépendantes, et les conséquences se produisent en cascade, dans le temps et dans tous les sens.*

En effet, à chaque fois que l'activité d'une entreprise a été gelée, ou fortement réduite, il y a en arrière-plan une autre entreprises qui a été privée d'un certain revenu, ou qui l'est ensuite, de manière décalée. Et inversement, puisque l'entreprise privée de revenue aura, à son tour, une capacité réduite pour consommer auprès d'une autre entreprise.

Si, par exemple, telle entreprise a facilement surmonté la période du confinement parce qu'elle s'est contentée de ne pas acheter de matières premières en attendant la reprise de son activité, il y a en arrière-plan une autre entreprises qui n'a pas vendue cette dite matière première, qui est de son point de vue la marchandise qu'elle vend.

En retour, cette dernière entreprise n'a va plus acheté de fourniture de bureau, de billets de train, de transport, de vêtements de travail, de nouvelles machines, etc.

Ce qu'il faut bien voir alors, c'est que, parce que l'économie est interdépendante, la somme des petites difficultés de chaque entreprises, ou d'une grandes parties des entreprises, lorsqu'elle est cumulée, est en fait une difficulté générale importante.

Cela n'est pas visible immédiatement, car l'État a pris un certain nombre de mesures pour ralentir le phénomène. La plus importante de ces mesures, on l'a vu, a été celle dite du chômage partiel. Les salaires des entreprises à l'arrêt, ou partiellement ralenties, ont été pris en charge, sans quoi nombre d'entre elles auraient été en situation de cessation de paiement dès le mois d'avril ou mai, voir fin mars.

L'État a également procédé à des mesures importantes de reports ou d'annulations de charges, c'est-à-dire les impôts et taxes des d'entreprises. Il y a eu des mesures pour inciter les banques à prêter de l'argent en garantissant les prêts, voir en prêtant



directement à certaines entreprises, ou plus rarement en les subventionnant.

Ces mesures sont déterminantes dans bien des cas, mais elles ne règlent pas le problème au fond, se contentant de le repousser. Beaucoup d'entreprises étaient déjà en difficulté avant le confinement, ou en tous cas étaient fragiles sur le plan comptable avec un accès difficile à de la liquidité (c'est-à-dire la possibilité de payer ses dettes, ses frais, ses salariés, etc.).

Ce sont ces entreprises les plus fragiles qui se retrouvent les premières concernées par la faillite, ou le risque de faillite. Leur fragilité ne signifie d'ailleurs pas forcément qu'elles soient en difficulté sur le plan de leur activité elle-même, mais simplement qu'elles ne sont pas en mesure de payer immédiatement ce qu'elles doivent payer.

Cette distinction entre d'un côté la difficulté réelle de l'activité économique d'une entreprise (au sens de produire une marchandise ou un service, puis de le vendre à un prix permettant un revenu) et de l'autre la possibilité de payer immédiatement (au sens d'accès à de la liquidité), est une distinction essentielle.

Cela signifie que le capitalisme, se retrouve ici face à une contradiction majeure. Sur le plan du droit, l'Etat va devoir avec la crise condamner certaines entreprises, alors que du point de vue strictement capitaliste, celles-ci pourraient continuer. Un moyen d'éviter cela est de leur prêter de l'argent, pour qu'elles aient accès à cette liquidité manquante. Toutefois, cela engendre une dette, qui par contre peut mettre en difficulté l'entreprise sur le plan strictement économique, dans le sens capitaliste. Une autre possibilité serait de subventionner directement une entreprise sans contrepartie, mais cela fausse les rapports marchands et est directement contradictoire avec le fonctionnement même du capitalisme.



En fait, il y a là un problème majeure, insurmontable pour le capitalisme : un cycle économique a été rompu dans certains secteurs, et celui-ci ne peut pas être *remplacé*. Le cycle suivant existe par lui-même, de manière décalé si l'on veut, mais avec son existence propre, en tant que cycle suivant. Une éventuellement subvention ne change pas la nature du problème. Pourquoi ? Car dans les autres secteurs, ou parfois pour les autres entreprises du même secteur, le cycle n'a pas été rompu. La vie ne s'est pas arrêté, donc l'économie en général ne s'est pas arrêtée.

La fermeture des tribunaux de commerces (qui encadre les faillites) a repoussé la survenue formelle d'une vague de faillite, et donc l'expression visible ou flagrante de la crise dans le domaine économique. Aussi, le gouvernement français a ni plus ni moins que gelé certaines procédures jusqu'à mi-octobre 2020, pour en quelque sorte gagner

du temps et espérer que la machine se relance d'elle même. Cela ne signifie pas que les difficultés n'existent pas déjà.

D'ores et déjà, de nombreuses entreprises ne peuvent pas emprunter pour surmonter la situation, ou alors elles sont déjà dans un situation intenable, parce qu'elles étaient déjà précaires avant le confinement.

Il faut penser ici par exemple à toute une partie du secteur de la culture et du tourisme, qui fonctionnait certes, mais avec peu de marge de manœuvre, avec des exercices comptables conclus de manière très serrée chaque année. Ce genre d'entreprises n'a aucunement la capacité de s'endetter. Néanmoins, cela concerne aussi des entreprises dans tous les secteurs et de toutes les tailles, bien que surtout des très petites et des très grandes entreprises.

Il va donc y avoir une vague importante de faillite. Celle-ci est largement décrite par les acteurs économiques concernés et par les analyses économiques dédiées.

Fin juin 2020, une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) prévoyait une hausse de près de 80% des défaillances d'entreprises, c'est-à-dire celles se trouvant en cessation de paiement. Cela ne signifie pas forcément la fermeture de l'entreprise, mais une procédure stricte avec des mesures draconiennes pour éviter la fin d'activité.

Il est expliqué dans ce rapport de l'OFCE qu'habituellement 1,8% des entreprises se retrouvent dans une situation où leurs fonds propres deviennent négatifs et que cela pourrait passer à 3,2% en 2020. Au lieu de ne concerner que 55 000 entreprises dans l'année, le problème pourrait en concerner 95 000. Dans le même temps, si habituellement ce sont moins de 4% des entreprises qui connaissent des problèmes de liquidités, cela devrait en concerner plus de 10 % cette année.

On peut citer aussi Euler Hermes, le « leader mondial des solutions d'assurance-crédit pour les entreprises ». Dans une communication faite à la mi-juillet, il est expliqué qu'un bond de 35% des défaillances d'entreprise (entre 2019 et 2021) est attendu dans le monde, avec une vague commençant fin 2020.

Au État-Unis, l'augmentation attendue du nombre de faillites serait de 57%, au Brésil il serait de 45 %, en Grande-Bretagne de 43%, en Espagne de 41 %. En ce qui concerne la France, il est considéré que les mesures massives du gouvernement repoussent le problème à la fin de l'année 2020 et au début de l'année 2021, mais que « la déferlante ne pourra pas être évitée ». C'est une hausse de 25 % des défaillances d'entreprises qui est alors prévue par Euler Hermes en France en 2021 par rapport à 2019, mais il est aussi évoqué la possibilité que cela soit une hausse de 85 % à 95 %.





En fait, personne n'est en mesure d'avoir une estimation précise, car il y a un effet d'emballement qui se produit, qui est par nature très difficilement quantifiable.

On a un phénomène marginal au moment présent (quelques entreprises en difficulté pour payer quelques dettes), mais qui évolue dialectiquement dans le temps, pouvant connaître une accélération démesurée s'il se produit un saut qualitatif. Des faillites d'entreprises peuvent engendrer les faillites en cascade d'autres entreprises et perturber le fonctionnement habituel de l'ensemble des entreprises (dans un sens ou dans l'autre, car certaines profitent forcément de la situation, au moins jusqu'à un certain moment).

La faillite en droit n'est ainsi pas considérée par rapport à l'activité de l'entreprise au sens strict, mais par rapport à sa capacité à payer ses créancier. Lorsqu'une entreprise n'arrive plus à payer ce qu'elle doit, son représentant a l'obligation dans le déclarer auprès du tribunal dans les 45 jours qui suivent. On parle de cessation de paiement ou de dépôt de bilan (ce qui est synonyme de « faillite »).

Dans le droit anglo-saxon, de conception libérale classique, une telle situation signifie quasiment directement la fin de l'entreprise : tout est fait pour payer les factures, puis l'activité est arrêtée car il est considéré qu'elle était mauvaise et qu'il y a mieux à faire ailleurs. En France, de par le rôle traditionnellement fort de l'État, il y a par contre la conception comme quoi les choses peuvent être réglées administrativement.

On a alors des administrateurs judiciaires qui, après avoir payer les créanciers ou négocié les dettes, font tout pour « restructurer » l'activité. Ce sont les « plans de sauvetage » dont il est régulièrement question dans l'actualité.

Pour cette raison, il y a en grande partie l'espoir que la crise pourra être surmontée administrativement, avec en attendant des dispositifs massifs mis en place par l'État. Beaucoup d'entreprises sont ainsi mises sous perfusion, comme pour passer la tempête.

Outre le problème que cela pose pour l'économie à grande échelle avec la question de la monnaie et de la valeur de la monnaie perturbée par les politiques monétaires permettant cette mise sous perfusion, il s'agit là d'une sous-estimation de la nature réelle de la crise.

Dans capitalisme, les faillites d'entreprises sont récurrentes et font pour ainsi dire partie du fonctionnement habituel de l'économie. Ces faillites ne sont pas considérées comme un réel problème et sont simplement résolues de manière comptable, c'est-à-dire figée, à un moment précis, pour un exercice comptable en particulier. *Une*

telle conception ne prend pas en compte le problème de manière générale et dans le temps, en tant que les entreprises sont interdépendantes et que leurs cycles économiques sont liés les uns aux autres.



Lorsqu'une entreprise fait faillite, c'est un client qui disparaît pour l'entreprise dont elle était fournisseur. Inversement, les entreprises clientes de l'entreprise faisant faillite peuvent se retrouver en difficulté car elles ne trouvent pas de nouveaux fournisseurs, ou alors plus chers. Jusqu'à une certaine échelle, cette succession de faillites peut être surmontée, au moins en apparence, par de nouveaux cycles capitalistes et un report de l'activité vers de nouveaux secteurs. Par contre, lorsque ces faillites sont trop nombreuses ou de trop importantes en termes de qualité, cela produit une cascade de difficultés comptables en raison d'un accès rendu difficile aux liquidités (c'est-à-dire de la monnaie « dépensable »).

On se retrouve alors dans une situation de blocage économique, avec de la monnaie circulant mal et une situation freinant directement et à grande échelle les cycles d'accumulation et de reproduction du capital. C'est une des caractéristiques majeure de la crise générale du capitalisme, où une certaine accumulation quantitative de contradictions devient insurmontable, de par l'emballement produisant une saut qualitatif dans ces contradictions. ■

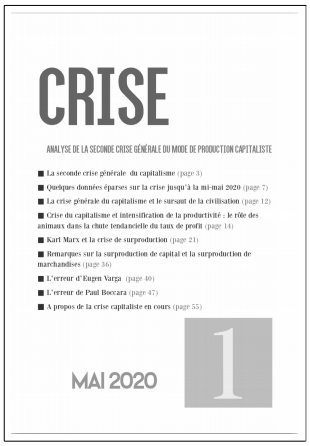
Les changements qui interviennent dans la société proviennent surtout du développement des contradictions à l'intérieur de la société, c'est-à-dire des contradictions entre les forces productives et les rapports de production, entre les classes, entre le nouveau et l'ancien.

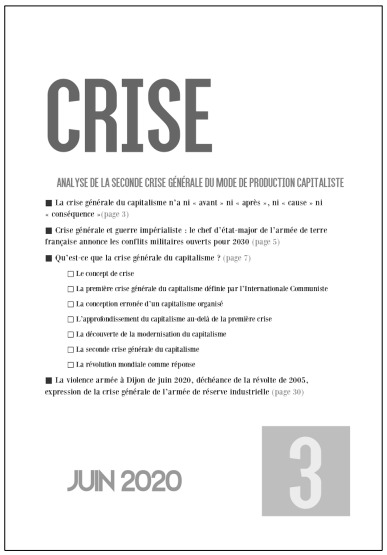
Le développement de ces contradictions fait avancer la société, amène le remplacement de la vieille société par la nouvelle.

Mao Zedong, De la contradiction

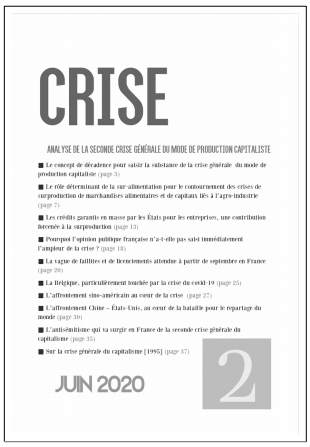
CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE









EN PDF TÉLÉCHARGEABLE

« L'intégration de la Chine comme atelier, puis usine majeure du monde, a permis un très grand élan du capitalisme, la crise du covid-19 étant son expression directe (…). Le capitalisme a connu une expansion telle qu'il s'attaque désormais directement à la dimension biologique et provoque des situations nouvelles, explosives, montrant que la limite a été franchie et que désormais la tendance est unilatéralement à la destruction (…). La crise du covid-19 est issue de la montée en puissance de la Chine vers le statut de superpuissance et des immenses destructions que cela a exigé dans l'environnement et dans le mode de vie. C'est une marche forcée d'autant plus importante que la Chine a grandi précisément dans la relance du capitalisme après 1989 et qu'elle en est une composante essentielle. L'affrontement entre les deux superpuissances n'est ainsi pas un arrière-plan contextuel, mais bien une composante de la crise générale du capitalisme. Dans tous les domaines, le capitalisme amène l'improductivité ou bien les conflits destructeurs. »

Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? - Crise 3 – juin 2020

Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français

Dès le mois de mars 2020, en raison du confinement de la population, l'État français a pris un nombre gigantesque de mesures pour les entreprises, cela très rapidement et pour une ampleur historiquement jamais vue.

Il y a eu la considération qu'il fallait miser le tout pour le tout avec la peur d'un effondrement massif et immédiat. D'autres mesures et « plans » ont ensuite été annoncés successivement jusqu'à l'été.

L'évaluation de ces mesures, surtout leur portée sur les finances et les capacités de l'État, est très difficile et n'a pas encore été faite de manière exhaustive. Deux grandes mesures sont présentées ici avec des chiffres, ainsi que la description de tout un tas d'autres mesures, par forcément chiffrées pour l'instant.

1/

La principale mesure prise par l'État français, encore en vigueur dans bien des domaines, a été la prise en charge du chômage partiel : l'État paie lui-même chaque heure ou une partie de chaque heure non travaillée en raison des mesures sanitaires.

Initialement, le coût de ce dispositif a été évalué à 8,5 milliards d'euros, puis dès le mois d'avril le ministre de l'économie parlait de 24 milliards d'euros.

En juin, il était finalement parlé d'un budget de 31 milliards d'euros par l'État et cela semble encore sous-évalué. Par exemple, lors d'une audition au Sénat fin juin, l'Unedic, qui prend en charge 30 % du chômage partiel, parlait rien que pour sa part de 13 milliards d'euros.

La situation de l'Unedic permet d'ailleurs un aperçu du « coût » de la crise sanitaire pour l'État français, en ce qui concerne le chômage.

Son déficit programmé pour 2020 devait être d'un peu moins d'un milliard d'euros ; les projections officielles (en juin) parlent finalement de 25 milliards d'euros, en raison d'une partie du financement de l'activité partielle, du versement des allocations-chômage, de la hausse des entrées et des sorties plus tardives du système d'indemnisation ainsi que des cotisations en baisse.

2/

La seconde grande mesure de soutien aux entreprises est la mise en place d'un vaste dispositif de Prêts Garantis par l'État.

Au 24 juillet 2020 en France, les banques ont accordé un montant cumulé de 115,1 milliards d'euros de prêt qui sont garantis par l'État (que celui-ci s'engage à payer à hauteur de 70 % à 90 % en cas de défaillance de l'entreprise).

Voici la répartition en fonction de la taille des entreprises :

- près de 500 000 Très Petites Entreprises ont bénéficié de 92 000 euros en moyenne pour un montant cumulé de 45 milliards d'euros ;

- un peu plus de 28 000 Petites et Moyennes Entreprises ont bénéficié de 1,4 millions d'euros en moyenne pour un montant cumulé de 40 milliards d'euros ;

- environ un millier d'Entreprises de Taille Intermédiaire ont bénéficié de 12,5 millions d'euros en moyenne pour un montant cumulé de près de 13 milliards d'euros ;

- 24 Grandes Entreprises ont bénéficié d'environ 600 millions d'euros chacune pour un montant cumulé d'un peu moins de 14 milliards d'euros ;

- près de 2 milliards d'euros prêtés à des entreprises classées « autres ».

Le taux de demandes refusées est faible, environ de 2,7 % (concernant 6,1 milliards d'euros). Malgré ces refus, 8790 entreprises ont ainsi été éligibles à la médiation du crédit, pour un montant cumulé 1,9 milliard d'euros.

Ce prêt est limité à un plafond de 25% du chiffre d'affaires pour les entreprises de moins de 5000 salariés, mais ce plafond a été élevé à 80 % pour les entreprises très saisonnières, réalisant une grande partie de chiffre en quelques mois.

Un prêt direct par l'État à Air-France-KLM de 7 milliards d'euros a également été effectué.

3/

De nombreuses mesures ont été prises pour les entreprises déclarant des difficultés :

- report jusqu'à trois mois des cotisations sociales et échéances fiscales (généralement en juin), sur simple demande ;

- possibilité de remboursement accéléré des crédits d'impôt sur les sociétés et de remboursements de crédit de TVA ;

- possibilité de remise gracieuses d'impôts directs ;

- possibilité de Report du paiement des loyers et factures (eau, gaz, électricité) ;

- aide défiscalisée jusqu'à 1500 euros pour des petites structures (Fonds de solidarité pour les TPE).

Des plans spécifiques ont été mis en place pour différents secteurs ou type d'activité, avec à chaque fois des aides, des subventions, des prêts, des reports de paiement, des facilités diverses, des aides à l'achat pour les clients, des annulations des loyers du domaine public, etc.

Des évaluations chiffrées sont faites parfois, mais jamais de manière précise et sans annonce d'un coût d'ensemble. Il existe des plans pour :

- les entreprises françaises exportatrices ;

- le secteur de la restauration, du tourisme, de l'événementiel, du sport et de la culture ;

- les commerces de proximité, les artisans et les indépendants ;

- la filière du livre ;

- le secteur du bâtiment et des travaux publics ;

- la filière aéronautique ;

- les entreprises technologiques ;

- le secteur automobile.

Plus spécifiquement, un plan général de 33 mesures a été annoncé pour le système de santé, avec cette fois une évaluation du coût à 19 milliards d'euros.

4/

En plus de toutes ces mesures déjà existantes, le gouvernement doit présenter le 24 août 2020 un plan de relance de l'économie de 100 milliards d'euros.

D'ici là, l'État français, très endetté à la base, aura donc ses comptes publics largement torpillés par la crise et les mesures pour y faire face. Parallèlement, les entreprises seront plus endettées que jamais, soit auprès des banques, soit auprès de l'État lui-même en raison de mesures spécifiques. ■

La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation

Ce qui caractérise la crise générale du capitalisme, c'est que l'organisation de la production et de la consommation est profondément bouleversée. Il ne faut bien entendu pas prendre ce terme d'organisation au sens strict, car ce qui caractérise le capitalisme, c'est la concurrence, la compétition et, partant de là, la désorganisation.

Pour trouver une « organisation » dans le capitalisme, et encore seulement de manière relative, il faut se pencher sur les crises qui amène une ré-adéquation par rapport à la réalité ; il y a également les situations marquées par la main-mise des monopoles.

Tout cela n'est, cependant, que relatif. Du moment que les entreprises s'entrechoquent dans leurs activités, aucune organisation n'est possible. C'est là où le concept de cycle intervient.

Karl Marx utilise à plusieurs reprises le terme de « cycle » dans *Le capital.* Par là, il parle de phénomènes qui se répètent de la même manière, de manière périodique. Cependant, il faut bien considérer ici que Karl Marx traite de ces cycles « toutes choses étant égales par ailleurs », c'est-à-dire qu'il les fige comme catégorie. Or, rien n'est figé, jamais.

Karl Marx n'abuse donc jamais du concept de « cycle ». Il est pourtant courant de trouver le terme dans les présentations de l'analyse du mode de production capitaliste par Karl Marx. Cela est dû à une approche erronée de ce qu'est le mouvement. Rosa Luxembourg a pu faire cette erreur, par exemple. Figeant les cycles, elle s'est demandée comment le capital parvenait à s'accumuler toujours plus et elle a dû trouver un apport « extérieur » aux cycles, dans les pays non capitalistes qui sont colonisés.

En réalité, les cycles se mêlent et s'entremêlent ; ils partent dans toutes les directions, comme ils viennent de toutes les directions. Le capitalisme n'est pas un assemblage de capitalistes individuels suivant le processus *apport d'argent – production de marchandises – récupération de l'apport d'argent à quoi s'ajoute le fruit de l'exploitation des travailleurs.* Ou bien c'est, si l'on veut, un assemblage qualitatif, pas mécanique ni simplement quantitatif. Il faut plus penser à une macédoine de légumes qu'à un gâteau aux strates bien délimitées.

À l'arrière-plan, cela pose la question de la signification de la négation de la négation. En effet, la négation de la négation dit qu'une chose connaît un parcours où elle profite toujours plus de son mouvement en devenant plus complexe. Le capitaliste pratique la négation de la négation : il apporte a somme A, récupère la somme B, l'investit de nouveau pour obtenir la somme C, et ainsi C est la négation de B qui est elle-même la négation de A.

La progression d'un phénomène semble correspondre ici, économiquement parlant, à la négation de la négation. Karl Marx lui-même présente la chose ainsi, ou du moins semble le faire, pour présenter le processus révolutionnaire. La petite propriété qui s'est généralisée se fait nier par la formation de grands capitalistes, qui expropriant les propriétaires. Mais les grands capitalistes se font eux-mêmes nier par le prolétariat et ils sont expropriés également. Il y a un processus de négation de la négation.

Voici comment Karl Marx nous explique cela dans *Le capital* :

> « L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel.
>
> Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature.
>
> C'est la négation de la négation.
>
> Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol. »

Cette question de la négation de la négation est très importante à saisir dans son rapport avec la question du cycle. Il apparaît en effet qu'on a ici une contradiction entre le processus général et la réalité particulière.

Si l'on expose qu'il y a la négation de la négation, alors on a trois moments en particulier. On a le moment dont on parle, qui est la négation d'une chose précédente, qui est elle-même la négation d'une chose précédente. Notons d'ailleurs qu'on parle bien en fait d'une seule et même chose, qui s'est transformée.

Or, qui dit parler de trois choses, même pour parler d'une seule chose – disons trois moments – sépare par définition ces phénomènes. Comment conjuguer cela avec le fait que les cycles s'emboîtent tous les uns dans les autres, qu'ils forment un jeu de va-et-vient où tout est lié et dont on ne peut rien séparer ?

Comment peut-on, comme le fait Karl Marx, dire d'un côté qu'on ne peut analyser les phénomènes qu'en les isolant, ce qui est une abstraction, une considération « toutes choses égales par ailleurs », donc de manière limitée, et de l'autre qu'il y a la négation de la négation, avec une séparation tranchée ?

On touche là un aspect très difficile de la dialectique, où il y a une séparation et en même temps il n'y en a pas. D'un côté il y a bien un mode de production féodal qui cède la place à un mode de production capitaliste… De l'autre côté il s'agit d'un seul et même phénomène.

Mao Zedong nous apporte ici beaucoup, car il explique qu'il y a toujours un aspect principal. Comme c'est le même phénomène, car le même univers en mouvement, alors c'est l'aspect principal et la séparation est secondaire. C'est pour cela qu'il rejette la négation de la négation, qui est pour lui un concept obscurcissant que tout est va-et-vient à tous les niveaux, que tout est en inter-relation et par là-même affirmation et négation, tout le temps.

Essayons de comprendre cela par rapport à la question du cycle. Si on prend un mouvement cyclique, on peut voir qu'on a une répétition ; on a un phénomène, puis le même phénomène qui revient, puis revient encore.

Il y a alors deux possibilités. Soit le cycle existe vraiment et il n'y a que des différences quantitatives entre les éléments du cycle, au sens où un mouvement en suit un autre similaire, qui lui-même en précède un autre similaire, etc.

Soit il n'y a pas de cycle en tant que tel et ce sont deux mouvements qui se suivent dont la différence est qualitative et dont les similitudes, rapprochements, etc. sont secondaires et non principales, mais suffisamment proches pour qu'on parle de cycle.

Dans un premier cas, on a un schéma du type :

2 / 4 / 8 / 16 / 32 / 64 / 128 etc.

Ici soit il y a accumulation dans le cadre des éléments cycliques, soit il y a une répétition mécanique et donc augmentation du nombre d'éléments cycliques effectués.

Dans le second cas, on a un schéma du type :

a / b / c / d / e / f etc.

Ici, b est de même nature que a, mais substantiellement différent, le fait que cela relève d'un même mouvement amenant à ce qu'on les place au sein d'un même cycle.

Selon qu'on suive le premier ou le second schéma, on a une approche différente.

Dans le premier cas, on analyse le cycle en général et les éléments cycliques en particulier. La définition principale est celle du cycle dans l'absolu ; les différenciations entre les éléments cycliques entre eux sont secondaires.

Dans le second cas, on étudie les éléments « cycliques » en général et le « cycle » en particulier, ce dernier n'étant qu'un descriptif.

On aura compris le problème. Imaginons qu'on parle du mode de production féodal se transformant en mode de production capitaliste. Il n'y a pas d'instant T. Il n'y a pas de moment où les cycles du mode de production féodal s'arrêtent et où ceux du mode de production capitaliste commencent. Les deux modes de productions sont fondamentalement imbriqués.

Mais s'ils sont imbriqués... Comment les distingue-t-on ? Et s'ils se distinguent, c'est bien qu'ils sont différents !

On est ici au cœur de la contradiction entre identité et différence. Et Mao Zedong considère ici qu'on peut bien saisir la chose, si on voit que l'aspect principal est l'unité des contraires, pas leur lutte. Il y a toujours lutte, mais s'il n'y avait que lutte et pas unité, il n'y aurait rien. Voilà pourquoi, selon lui, il ne faut pas considérer la négation de la négation comme une loi ; elle est une présentation particulière qui, somme toute, relève de la loi de la contradiction en général, qui est universelle.

Cela a une grande importance, forcément, pour comprendre les cycles dans le capitalisme, avec à l'arrière-plan d'ailleurs la transformation des cycles capitalistes en cycles socialistes. Toute la transition du capitalisme au socialisme se joue à ce niveau-là.

Prenons maintenant les cycles et voyons si leur évolution relève du qualitatif, avec modification substantielle, ou bien du quantitatif, avec une accumulation. Eh bien dans les deux cas, cela pose problème.

En effet, que le changement soit qualitatif ou quantitatif, on a tout de même des phénomènes de nature, si ce n'est équivalente, au moins très proche. Comment les distinguer ? Est-il juste de le faire ?

Un enfant grandit par exemple jusqu'à l'âge adulte : il n'y a pas de répétition pure et simple comme le cycle de la lune par rapport à la Terre, il y a bien eu un saut qualitatif, mais en même temps cela reste la même personne. On a un mouvement lunaire et un mouvement de l'enfant ; la lune reste la lune, l'enfant reste l'enfant. L'enfant a cependant changé… tout en restant lui-même.

Cela semble pourtant incohérent de présenter les choses ainsi. Dire qu'un mouvement est uniquement quantitatif est anti-dialectique. Un mouvement quantitatif porte forcément en lui la qualité également, et inversement. Il est absolument impossible, dialectiquement, que le mouvement de la lune soit toujours tout le temps le même, ou du moins pour une période relativement longue.

Pour qui ne comprend pas la dialectique, le tableau accroché au mur ne change pas, ne bouge pas, il est statique, il y a la répétition cyclique d'un mouvement toujours similaire. Cela est impossible du point de vue dialectique, pour qui tout se transforme tout le temps. Le tableau va de fait se dégrader, tout comme le mur, le clou le maintenant sur le mur, etc. etc.

Aucun phénomène ne peut jamais être semblable à lui-même, jamais. Il l'est relativement, car il reste lui-même, mais en même temps il s'insère dans l'univers dont il n'est qu'un aspect. On a un bon exemple ici lorsqu'en Inde, dans les anciens temps, cette problématique a été perçue et qu'il a été tenté de la résoudre avec le principe de la réincarnation. Un être vivant est un être vivant et la réincarnation n'est que le constat idéaliste que chaque être vivant s'insère dans le vivant en général.

C'est qu'il va de soi que si l'on prend la totalité, il est difficile de trouver un début et une fin, une entrée et une sortie. L'enfant n'est ainsi pas passé du jour au lendemain à l'âge adulte. Il en va de même pour le cycle de la lune par rapport à la Terre, dont les éléments sont imbriqués au point que la sortie de l'un est l'entrée dans l'autre. La lune ne s'arrête pas en cours de route ou ne traverse pas une banderole d'arrivée.

C'est pour cela que Karl Marx est notre maître. Il a le premier saisi cette question d'absence du départ et de l'arrivée tout en parvenant, malgré tout, à présenter les phénomènes en mouvement. Le capital est une œuvre admirable précisément pour cette raison. Elle est un chef d'œuvre du matérialisme dialectique.

Comment Karl Marx a-t-il trouvé une voie ? Il a en fait saisi de manière dialectique les contradictions entre unité et lutte, identité et différence, qualité et quantité. Il profitait d'une excellente lecture subjective de ces contradictions et a pu ainsi les retrouver objectivement. On retrouve à l'arrière-plan la question du développement inégal.

La première chose à faire est de reconnaître la dignité du réel. On note alors des nuances entre les choses. Qui dit nuance dit différence, et une différence est en soi une contradiction. Mais quelle est la substance de cette contradiction ?

Dans son *Anti-Dühring,* Friedrich Engels nous donne ici une indication. Il parle du mouvement biologique d'un brin d'orge et le caractérise comme négation de la négation. Cela rejoint le concept de cycle, car au sens strict un cycle est la négation du cycle précédent, qui lui-même est la négation du cycle précédent, etc.

Pour qu'une chose soit une chose en étant une négation de quelque chose, il faut bien un rapport entre les deux, d'où le raisonnement de Friedrich Engels. Et cela est vrai qu'il s'agisse d'un cycle « qualitatif » comme d'un cycle « quantitatif », car dans tous les cas un

cycle est une progression impliquant une définition et toute définition est négation. C'est pour cela que Friedrich Engels prend comme exemple un cycle biologique pour parler de négation de la négation.

> « Prenons un grain d'orge. Des milliards de grains d'orge semblables sont moulus, cuits et brassés, puis consommés.
>
> Mais si un grain d'orge de ce genre trouve les conditions qui lui sont normales, s'il tombe sur un terrain favorable, une transformation spécifique s'opère en lui sous l'influence de la chaleur et de l'humidité, il germe : le grain disparaît en tant que tel, il est nié, remplacé par la plante née de lui, négation du grain.
>
> Mais quelle est la carrière normale de cette plante ? Elle croît, fleurit, se féconde et produit en fin de compte de nouveaux grains d'orge, et aussitôt que ceux-ci sont mûrs, la tige dépérit, elle est niée pour sa part.
>
> Comme résultat de cette négation de la négation, nous avons derechef le grain d'orge du début, non pas simple, mais en nombre dix, vingt, trente fois plus grand. Les espèces de céréales changent avec une extrême lenteur et ainsi l'orge d'aujourd'hui reste sensiblement semblable à celle d'il y a cent ans (…).
>
> Qu'est-ce donc que la négation de la négation ?
>
> Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes ; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie (…).
>
> Il va de soi que je ne dis rien du tout du processus de développement *particulier* suivi, par exemple, par le grain d'orge, depuis la génération jusqu'au dépérissement de la plante qui porte fruit, quand je dis qu'il est négation de la négation.
>
> En effet, comme le calcul différentiel est également négation de la négation, je ne ferais, en renversant la proposition, qu'affirmer ce non-sens que le processus biologique d'un brin d'orge est du calcul différentiel ou même, ma foi, du socialisme.
>
> Voilà pourtant ce que les métaphysiciens mettent continuellement sur le dos de la dialectique. Si je dis de tous ces processus qu'ils sont négation de la négation, je

les comprends tous ensemble sous cette loi unique du mouvement et, de ce fait, je ne tiens précisément pas compte des particularités de chaque processus spécial pris à part.

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

On peut aussi faire cette objection : la négation ici accomplie n'est pas une vraie négation : je nie aussi un grain d'orge en le moulant, un insecte en marchant dessus, la grandeur positive *a* en la biffant, etc.

Ou bien je nie la proposition : la rose est une rose, en disant : la rose n'est pas une rose; et qu'en résulte-t-il si je nie à nouveau cette négation et dis : la rose est pourtant une rose ?

Ces objections sont en fait les principaux arguments des métaphysiciens contre la dialectique, et tout à fait dignes de cette façon bornée de penser.

Nier, en dialectique, ne signifie pas simplement dire non, ou déclarer qu'une chose n'existe pas, ou la détruire d'une manière quelconque. Spinoza dit déjà : *Omnis determinatio est negatio*, toute limitation ou détermination est en même temps une négation .

Et en outre, le genre de la négation est ici déterminé d'abord par la nature générale, deuxièmement par la nature particulière du processus. Je dois non seulement nier, mais aussi lever de nouveau la négation. Il faut donc instituer la première négation de telle sorte que la deuxième reste ou devienne possible.

Et comment cela ? Selon la nature spécifique de chaque cas pris à part. Si je mouds un grain d'orge, si j'écrase un insecte, j'ai bien accompli le premier acte, mais j'ai rendu le second impossible.

Chaque genre de choses a donc son genre original de négation de façon qu'il en sorte un développement, et de même chaque genre d'idées et de concepts. »

Il y a ici un souci que Friedrich Engels n'a pas vu, ou plus précisément qu'il contourne. En effet, Friedrich Engels dit qu'il y a un cycle biologique, avec par exemple le développement de la plante, depuis sa génération jusqu'à sa fin, alors que ses graines vont donner donc des plantes connaissant le même parcours, et ce à l'infini.

Or, on a perdu ici la qualité, car on n'a pas l'évolution de la plante sur le long terme. Mais surtout on a des éléments entièrement séparés, chaque plante étant un « cycle » de son début à sa fin.

Friedrich Engels dit toutefois qu'il parle du mouvement général et qu'il n'étudie pas le caractère particulier de la plante elle-même dans son développement. Cependant, il tombe alors dans le général en tant que négation du particulier et il manque alors un pôle de la contradiction. Il ne saurait y avoir de général sans particulier et inversement.

C'est ce qui amène au problème suivant. Un phénomène se définit comme négation d'un phénomène qui lui-même a été négation, et ce à l'infini. Mais si l'on parle de négation, alors on définit l'affirmation par la négation, et qui est plus seulement négation de la négation. Il manque l'affirmation comme pendant dialectique de la négation.

Si on définit tout purement négativement, il n'y a plus d'affirmation, que des négations et alors le processus dialectique est, au sens strict, un mouvement de négation, ou plus précisément un mouvement de négation de la négation. C'est ni plus ni moins que le schéma thèse – antithèse – synthèse, avec l'antithèse n'existant que négativement.

On sait comment Hegel a fait un fétiche de cela, voyant en le qualitatif la question clef et non plus la contradiction. Il s'appuyait lui-même sur Spinoza pour qui « toute définition est négation ». Tant Karl Marx que Friedrich Engels tenaient eux-mêmes en haute valeur cette affirmation.

Or, ce que dit Spinoza ne suffit pas, même si on a déjà le principe de différence. Pourquoi cela ? Car on perd le rapport dialectique dans la différence. De fait, *si on parle de négation de la négation, alors on n'a plus toute définition est négation, mais toute négation est définition.* Que cette négation soit quantitative ou qualitative ne change rien à l'affaire.

C'est pour cela que Friedrich Engels peut prendre le cycle biologique en exemple. Il dit : la graine est la négation de la plante morte qui l'a produite. La plante est la négation de la graine, qui elle-même a été négation. Et on n'a que de la négation de la négation de la négation de la négation. Un phénomène conserve du passé quelque chose qui est transporté à travers des mouvements de négation.

Or, affirmer cela, c'est dire que la négation a une signification en soi, tout comme les éléments cycliques auraient un sens : celui d'être le moment d'une négation. On n'a plus la loi de la contradiction, mais la loi de la négation, avec des contradictions.

Si l'on regarde bien, on peut s'apercevoir qu'on a ici la distinction entre l'URSS de Lénine et Staline et la Chine populaire de Mao Zedong. Dans le premier cas, on a le développement des forces productives comme suffisantes à la négation du capitalisme. Le socialisme est ici la négation du capitalisme ; il faut bien sûr l'accompagner d'une main de fer idéologique, mais le processus est négation. Les révisionnistes passeront par là en gommant la question idéologique et rétabliront de fait le capitalisme.

Chez Mao Zedong, la négation est insuffisante, elle doit être aussi affirmation. D'où le grand bond en avant, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Durant cette dernière, les propos suivants de Mao Zedong ont largement été diffusés :

> « Engels a parlé au sujet des trois catégories, mais en ce qui me concerne je ne crois pas à deux de ces catégories (l'unité des opposés est la loi la plus fondamentale, la

> transformation de la qualité et de la quantité l'une en l'autre est l'unité des contraires [que sont] qualité et quantité, et la négation de la négation n'existe pas du tout).
>
> La juxtaposition, au même niveau, de la transformation de la qualité et de la quantité l'une en l'autre, la négation de la négation, et la loi de l'unité des opposés est « triplisme », pas le monisme.
>
> La chose la plus fondamentale est l'unité des opposés.
>
> La transformation de la qualité et de la quantité l'une en l'autre est l'unité des contraires [que sont] qualité et quantité. Il n'y a pas de telle chose comme la négation de la négation.
>
> Affirmation, négation, affirmation, négation… dans le développement des choses, chaque maillon de la chaîne des événements est à la fois affirmation et négation. »

On a ainsi un aperçu suffisant pour comprendre la question et en saisir le rapport au niveau de la seconde crise générale du capitalisme. Au sens strict, tout est lié et le particulier relève de la totalité, auquel il est lié à tous les niveaux. Cela explique par exemple pourquoi la crise générale du mode de production capitaliste n'est pas seulement « économiques » et d'ailleurs pourquoi un mode de production ne se résume pas à une « économie ».

Tout phénomène particulier connaît un processus de négation de la négation, au sens où il nie quelque chose qui lui-même a nié quelque chose. Ce n'est cependant qu'un aspect : à la négation correspond l'affirmation.

Résumer les choses à une négation de la négation, c'est perdre de vue la dimension qualitative où le nouveau s'affirme. Cependant, on peut parler de négation de la négation en parlant d'un aspect du mouvement d'un phénomène. Il faut, cela étant, qu'il soit clair qu'on parle seulement d'un aspect de ce mouvement.

Lorsqu'on parle d'un cycle au sein du mode de production capitaliste, il ne faut donc pas le résumer à une accumulation, c'est-à-dire à une négation de la négation. Il porte également en lui le nouveau, l'affirmation du dépassement. Au sens strict, l'accumulation capitaliste signifie la négation de la petite propriété, mais également l'affirmation de la socialisation.

Et cela se lit, donc, dans chaque cycle ; chaque élément du cycle, aussi particulier soit-il, porte également l'universel. Si on parle d'un cycle ou bien d'un de ses éléments séparés en le présentant comme séparé du reste, on perd le fil conducteur, puisque tout est inter-relié.

C'est cela seulement qui permet de voir en quoi le covid-19 est directement issu de l'expansion capitaliste et du caractère explosif donné à la contradiction villes-campagnes, comment la bourgeoisie en décadence produit des modes de vie parasitaires et antisociaux, etc.

Ou, pour formuler cela plus simplement : le socialisme est la négation du capitalisme, mais le capitalisme est également l'affirmation du socialisme ; la seconde crise générale du capitalisme est la vague révolutionnaire mondiale et inversement. ■